

RAPPORT N° 65 *31 mars 2008*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
relatif aux comptes 2007 de la Caisse de
prévoyance du personnel de l'Etat

Nous vous soumettons ci-joint les comptes de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice 2007.

Nous vous prions de prendre acte du rapport de gestion et vous invitons à approuver les comptes qui vous sont présentés.

Table des matières

1. Rapport de gestion
2. Bilan & Comptes d'exploitation
3. Annexe aux comptes annuels
4. Bilan technique
5. Rapport de l'organe de contrôle

BERICHT Nr. 65 *31. März 2008*
des Staatsrats an den Grossen Rat
über die Jahresrechnung 2007 der
Pensionskasse des Staatspersonals

Wir unterbreiten Ihnen die Jahresrechnung der Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg für das Jahr 2007.

Wir bitten Sie, vom Verwaltungsbericht Kenntnis zu nehmen und die Jahresrechnung zu genehmigen.

Inhaltsverzeichnis

1. Verwaltungsbericht
2. Bilanz und Betriebsrechnung
3. Anhang zur Jahresrechnung
4. Bilan technique (Technische Bilanz, nur auf Französisch)
5. Rapport de l'organe de contrôle (Kontrollstellenbericht, nur auf Französisch)

Rapport de gestion de la CPPEF relatif à l'exercice 2007

Statut juridique et organisation

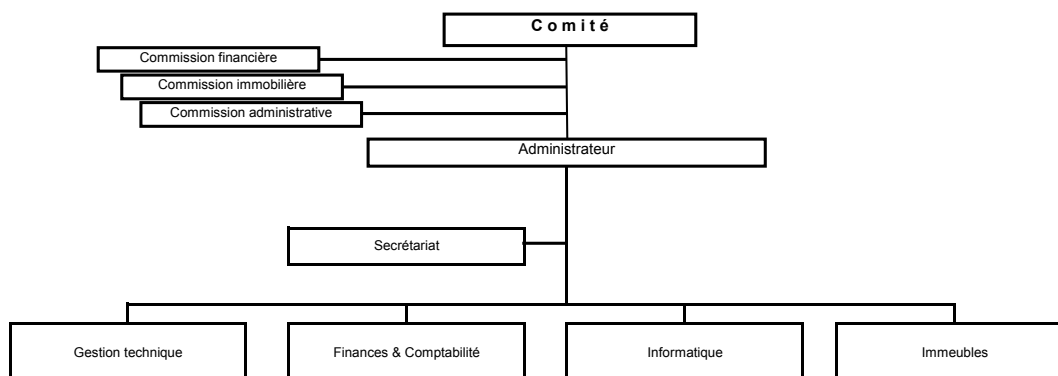
La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après CPPEF ou la Caisse) est une institution de prévoyance de droit public qui possède la personnalité juridique et a une administration séparée de celle de l'Etat. Elle est inscrite au registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance des fondations du Canton de Fribourg.

Son activité est régie par la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP) du 29 septembre 1993 et diverses ordonnances qui ont vu le jour depuis 1993.

La CPPEF a pour but d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès. Outre le personnel de l'Etat et des établissements de l'Etat, sont également affiliées des communes et des associations qui exercent une activité publique liée étroitement à l'Etat. Ces institutions externes étaient au nombre de 55 à fin décembre 2007 en plus de l'Etat de Fribourg. Le régime de l'affiliation des assurés à la Caisse est fonction de leur durée d'engagement: les assurés ayant un contrat de travail supérieur à une année sont automatiquement assurés dans le régime de pensions (prestations sur-obligatoires); les assurés dont la durée d'engagement est inférieure à une année sont assurés dans le régime minimal LPP, régime dont les prestations sont légèrement supérieures à celles de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle.

Le Comité de la CPPEF se compose de douze membres dont six sont des représentants de l'Etat-employeur et six des représentants des salariés. Le Comité a également constitué trois commissions (financière, immobilière et administrative), composées de membres du Comité et appuyées par des spécialistes externes au Comité. Au cours de l'année écoulée, le Comité a tenu 9 séances relatives à la marche normale des affaires, ainsi que 18 séances consacrées à la révision de la LCP. A celles-ci s'ajoutent les réunions mensuelles des Commissions et des délégations spéciales dans lesquelles les membres du Comité ont représenté la Caisse.

L'administration de la Caisse à fin 2007 se présente comme suit (13 personnes au total pour 10,7 équivalents plein temps – EPT) :



L'administration de la Caisse a également engagé un apprenti au 1.08.2007, non compris dans l'effectif ci-dessus.

Les collaboratrices et collaborateurs des anciens hôpitaux de district intégrés dans le Réseau hospitalier fribourgeois ont rejoint les assurés de la Caisse au 1^{er} janvier 2007, ce

qui porte leur nombre total à 15'053, soit une augmentation de 6,7 %. Quant aux bénéficiaires de rentes, leur progression a été identique, soit 6,7 % (3'418 au 31.12.2007). L'effectif du personnel est demeuré stable malgré la progression de l'effectif des assurés. Tous dossiers confondus, chaque collaboratrice du Groupe de gestion technique gère en moyenne plus de 4'500 dossiers,

Les collaborateurs techniques spécialisés dans l'immobilier, ainsi que leurs collaboratrices administratives, traitent les affaires courantes, tant au niveau de la gestion des locations, que des problèmes ayant trait aux constructions nouvelles ou en cours.

Les activités du groupe finance et comptabilité comprennent les tâches principales suivantes :

- contrôle de la gestion des titres placés auprès des différents mandataires
- tableau mensuel des performances de tous les mandataires
- gestion de toute la trésorerie et des flux financiers liés à la gestion des immeubles
- tenue de la comptabilité générale de la Caisse (notamment les encaissements des cotisations, les paiements de toutes les prestations, ...)

Enfin, il convient de relever que l'administration de la Caisse occupe de nouveaux locaux depuis décembre 2007. En effet, elle a déménagé à la rue St-Pierre 1, à Fribourg, dans un bâtiment acquis par la Caisse au début 2006.

Système financier

Les systèmes financiers mixtes, propres aux institutions de prévoyance de droit public, combinent le système financier de la répartition, du même type que celui de l'AVS (financement direct des prestations par les cotisations), et le système financier de la capitalisation (accumulation de la valeur actualisée des rentes à servir dans le futur), qui est plus spécifique à la prévoyance professionnelle. Dans la mesure où les cotisations sont correctement calculées par rapport aux prestations (ce qui est le cas de la CPPEF), un financement mixte n'induit pas en soi une situation de découvert, dès lors que la part non capitalisée des prestations est alimentée par les cotisations. La LPP autorise ce mode de financement à l'égard des institutions de droit public compte tenu de leur pérennité fondée sur la garantie des prestations fournie par les collectivités publiques. Au niveau fédéral, l'initiative déposée par le conseiller national Beck (l'initiative propose l'abrogation de l'alinéa 2 de l'article 69 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), dans le but de mettre fin à la possibilité offerte aux institutions de prévoyance des corporations de droit public de déroger au principe du bilan en caisse fermée, c'est-à-dire d'avoir un degré de couverture inférieur à 100%) a été traitée par la Chambre du peuple le 28 février 2005 qui a décidé d'y donner suite. On s'achemine vraisemblablement vers une situation où les caisses de droit public auront l'obligation d'avoir un degré de couverture minimum. En comparaison avec d'autres institutions de droit public, la CPPEF se trouve dans une situation où, en fonction du degré de couverture minimum qui sera fixé, aucune mesure particulière ne devrait être prise. A ce jour, les propositions émanant du Conseil fédéral ont été mises en consultation et un rapport de l'Office fédéral des assurances sociales sur les résultats de la consultation a été publié en février 2008. Les Chambres fédérales devraient être saisies du projet de loi dans le courant du 2^{ème} semestre de cette année. Lors de la consultation, la CPPEF a appuyé l'introduction d'un niveau minimal du degré de couverture à 80 %. Elle soutient aussi, en 2^{ème} priorité, le projet des experts qui tend à une capitalisation intégrale des caisses de droit public dans un objectif à long terme.

Si le système financier de la répartition a pour avantage d'être peu sensible aux périodes de forte inflation sur le long terme, celui de la capitalisation se distingue par une vulnérabilité moindre envers l'augmentation de l'espérance de vie, appelée longévité.

Dans cette optique, un système de financement mixte a le mérite de chercher un équilibre entre les avantages et les inconvénients des deux modèles précités.

Dans le cas de la Caisse, un appel à la garantie de l'Etat n'entre pas en considération au regard de la santé financière actuelle de l'institution, dont les engagements de prévoyance sont capitalisés à hauteur de 89,6 % au 31.12.2007.

Résultats financiers et revalorisation

Sur le plan financier, l'exercice 2007 clôture sur un résultat négatif de quelque 50 millions de francs. Ce résultat prend déjà en compte la revalorisation de 4 % de la somme des salaires assurés (soit 46,7 millions de francs) octroyée au 1^{er} janvier de cette année et figurant sous la forme d'une provision technique dans le bilan.

Actifs : titres et immeubles - Réserves de fluctuation de valeurs

A la fin 2007, la CPPEF gère des actifs s'élevant au bilan à 2'561 millions de francs, soit une progression de 6,8 % par rapport à l'exercice précédent.

Titres

L'année 2007, marquée par la volatilité dans le marché des actions, restera affectée par l'effondrement des cours des valeurs financières sur les marchés développés et par les coups de boutoir répétés d'une industrie du crédit structuré en déroute. La crise des emprunts à risque (ces désormais connus « subprimes »), qui a éclaté durant l'été, a continué d'avoir des répercussions sur les marchés. Les pays développés comptent parmi les plus affectés, alors que les pays émergents ont en règle générale bien résisté. Le marché des actions en 2007 fut une succession de turbulences, de hausses et de corrections. Si le secteur de la finance a particulièrement souffert en 2007, celui de l'énergie s'en sort bien, enregistrant au passage des performances supérieures à la moyenne. Malgré la crise précitée, notre classe d'actifs actions termine l'année en positif avec une performance de 0,4 % pour les actions suisses et de 7,6 % pour les actions étrangères.

Du côté des valeurs à revenu fixe, le marché est resté dans l'ensemble morose. Comme les intervenants recherchent des placements d'attente sécurisés, les marchés mondiaux d'obligations d'Etat, tirés par les Etats-Unis et la zone euro, ont poursuivi leur hausse récemment entamée. Avec une performance de 3 % exprimée en francs suisses, la Caisse s'en sort nettement mieux qu'à fin 2006 où elle affichait une performance inférieure de moitié, soit 1,4 %. Du fait des turbulences enregistrées cette année sur les marchés financiers, les séances de négoce des monnaies mondiales ont également été marquées par la volatilité. L'affaiblissement du dollar américain par rapport aux principales monnaies a constitué le thème phare de l'année.

Immobilier

La performance du parc immobilier de 4,82 % reflète les efforts entrepris pour augmenter la rentabilité du parc existant, notamment par l'acquisition de nouveaux immeubles répondant en tous points aux exigences de rentabilité minimale fixées par le Comité. La politique appliquée jusque là, à savoir la construction d'immeubles dans le canton sur les terrains dont la Caisse est propriétaire, a été poursuivie. En 2007, elle a terminé et mis sur le marché immobilier fribourgeois un unique immeuble de 15 appartements, situé à Ursy, route de Moudon.

Il est à relever que la Caisse a, dans sa politique de diversification et de meilleure répartition du risque, poursuivi l'acquisition d'objets se situant hors du canton de Fribourg (quatre immeubles à Worb totalisant 40 appartements). Dans le canton, elle a également acquis un immeuble à Ursy, sis Marais de Vily, comportant 23 appartements et un autre à Alterswil, au lieu dit Alpenblick, avec 12 appartements. La liste des régies s'occupant de nos immeubles se trouve dans l'annexe aux comptes (voir ci-après).

Comme par le passé, la politique financière menée par la CPPEF est une politique prudente, soumise au contrôle d'un consultant externe. Celui-ci conseille la CPPEF dans la mise en place d'une stratégie d'allocation des moyens et examine régulièrement la capacité de la CPPEF à mener cette politique. A l'exception des placements passifs effectués et surveillés directement par la Caisse (par le biais de sa Commission financière), tous les placements financiers étaient, en 2007, attribués en mandats directs auprès d'établissements financiers (voir le détail dans l'annexe aux comptes).

Réserves de fluctuation de valeurs

Le nouvel article 48^e de l'OPP 2 exige que l'institution de prévoyance fixe dans un règlement les règles pour la constitution des réserves de fluctuation ainsi que pour les autres réserves. Toutefois, la RPC 26 ne permet la constitution de réserves de fluctuation que si l'institution dispose d'un degré de couverture d'au moins 100 %, ce qui n'est pas le cas de la CPPEF. Vu cette situation, la Caisse doit indiquer dans ses annexes les réserves théoriques sur lesquelles elle s'est basée pour établir son allocation tactique. Partant de cette obligation légale et sur la base des recommandations du consultant de la Caisse, il a été défini qu'elle devrait disposer, en fonction de sa politique de placement, d'une réserve de l'ordre de 122,7 millions de francs sur la base des placements existants à fin 2007. Cette somme correspond au montant minimum à avoir à disposition pour absorber une forte baisse du marché sur une année.

Passifs : engagements envers les assurés

Les engagements de la CPPEF sont les suivants :

- les prestations de libre passage des assurés actifs, soit 1'589'463'525 francs; elles représentent le montant que la Caisse serait amenée à payer si l'ensemble des affiliés actifs quittait leur emploi au 31.12.2007. Ce montant est en augmentation de 7 % ou de quelque 105 mios de francs par rapport à l'exercice précédent. Il comprend le coût plus élevé des prestations qui reviennent à l'assuré. Il est à noter que cette somme est aussi financée en partie par l'assuré lui-même dans le cadre de l'évolution de son salaire. Dans ce montant figurent également les admissions et les démissions effectuées durant l'année en cours ainsi qu'une revalorisation de 3 % qui a été portée sur la somme des salaires assurés des collaboratrices et collaborateurs au 1^{er} janvier 2007 ;
- la valeur actuelle des pensions en cours, soit 1'175'041'567 francs auxquels se rajoutent 32'759'022 francs au titre de provision de longévité; cette valeur correspond à l'engagement total envers les bénéficiaires de pensions jusqu'à l'extinction théorique de leur droit. Cette valeur actuelle est à mettre en rapport avec le montant des réserves mathématiques indiqué dans le bilan au 31.12.2006 de 1'119'030'097 francs. L'augmentation de quelque 88,8 mios de francs ou 7,9 % s'explique par les éléments suivants :
 - o l'indexation de l'ensemble des pensions et rentes (0,5 % au 1.1.2007) ;
 - o l'accroissement substantiel du nombre de cas d'invalidité et aux rentes servies plus élevées ;
 - o la longévité accrue des pensionnés ;
 - o l'augmentation des réserves mathématiques pour les retraités (augmentation de leur nombre, moyenne d'âge plus basse et pension moyenne plus élevée).

Degré de couverture – Degré d'équilibre - Garantie de l'Etat

Le degré de couverture de la Caisse est passé de 90,6 % à 89,6 %. Le degré d'équilibre, qui correspond au rapport entre la fortune nette et le capital nécessaire à la couverture des rentes en cours jusqu'à leur extinction, se situait au 31.12.2007 à environ 191 % (en prenant en considération la réserve de fluctuation de valeurs). Compte tenu d'un exercice financier en demi-teinte pour 2007, la garantie de l'Etat de Fribourg est passée de quelque 246 millions de francs à environ 295,5 millions de francs. La garantie de l'Etat sert à couvrir les engagements de la CPPEF envers les assurés actifs.

Révision de la loi

Nous avons évoqué dans le rapport de gestion 2006 les travaux de révision de la loi sur la Caisse de prévoyance. A ce jour, des avant-projets de loi et de règlements ont vu le jour et le Comité a déjà procédé à plusieurs lectures de ces documents. Toutefois, le dépôt de l'initiative Beck sur le financement des institutions de droit public et son traitement par les Chambres fédérales vont influencer le calendrier des travaux de révision. Outre la question du financement, le projet du Conseil fédéral aborde notamment les thèmes de la responsabilité des comités de caisses dites de droit public. Si la proposition du Conseil fédéral est retenue, l'autorité politique ne pourra plus décider simultanément des prestations offertes par une caisse et de son financement. Elle devra choisir entre ces deux options et c'est ensuite au comité de la caisse de décider des mesures techniques à appliquer pour atteindre le but choisi par le politique. Au vu de ce qui précède, le Comité pense qu'il ne serait pas opportun de présenter au Grand conseil fribourgeois un projet de loi qui devrait ensuite être revu sur la base des décisions prises à Berne. C'est pour cette raison que la consultation de l'avant projet devra vraisemblablement être retardée.

CAISSE DE PREVOYANCE DU
PERSONNEL DE L'ETAT

C. Lässer, Président
C. Schafer, Administrateur

Fribourg, 12.03.2008

COMPTES DES EXERCICES 2007 ET 2006

BILAN	<u>31.12.2007</u>	<u>31.12.2006</u>
	CHF	CHF
ACTIF		
Placements	2'561'285'926	2'398'118'896
Liquidités et placements monétaires	682'444'023	571'059'488
Liquidités d'exploitation	11'158'212	505'776
Liquidités pour placements	42'024'927	42'781'345
Placements à terme	240'778'361	180'941'497
Prêts	338'793'611	316'886'603
Dépôts fiduciaires	47'952'692	29'151'979
Fonds de placement monétaires	1'723'661	1'487'126
Change à terme	12'559	-694'838
Créances	9'357'145	6'818'804
Impôts anticipé et à la source	4'981'710	3'346'393
Contributions employeurs	3'424'638	1'845'467
Contributions assurés	450'831	397'577
Comptes courants	337'513	1'207'657
Débiteurs divers	162'453	21'710
Titres	959'067'918	941'113'900
Placements obligataires	372'731'796	365'369'282
Obligations suisses	103'721'628	93'757'322
Obligations étrangères	269'010'168	271'611'960
Transitoires sur titres (intérêts courus)	6'352'971	6'393'101
Actions et participations	579'983'152	569'351'517
Actions suisses	263'191'009	251'996'093
Actions étrangères	313'652'879	313'547'037
Participations	3'139'264	3'808'387
Immobilisations	700'109'339	668'819'204
Immeubles	699'896'398	668'315'527
Immeubles construits	671'491'622	636'511'961
Immeubles en mise en valeur	4'493'392	11'317'615
Terrains à bâtir	12'686'921	14'152'421
Immeubles en construction	9'154'259	4'433'732
Rénovations	2'070'204	1'899'798
Transitoires sur immeubles	212'940	503'677
Prêts aux employeurs	210'307'500	210'307'500
Prêts à terme à l'Etat	210'000'000	210'000'000
Intérêts courus sur prêts à l'Etat	307'500	307'500
Comptes de régularisation de l'actif	39'105	28'896
TOTAL DE L'ACTIF	<u>2'561'325'031</u>	<u>2'398'147'792</u>

COMPTES DES EXERCICES 2007 ET 2006

BILAN	<u>31.12.2007</u>	<u>31.12.2006</u>
	CHF	CHF
PASSIF		
Dettes	10'751'159	7'381'447
Prestations de libre passage et rentes	4'100'867	2'856'976
Autres dettes	6'650'291	4'524'471
Créanciers	3'756'652	3'071'804
Comptes courants	2'039'124	376'004
Fonds de Garantie	854'515	1'076'663
Comptes de régularisation du passif (passifs transitoires)	2'087'930	1'868'459
Passifs transitoires	39'812	33'626
Passifs transitoires sur titres	168'824	179'384
Passifs transitoires sur immeubles	1'879'294	1'655'449
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	2'843'982'904	2'635'214'327
Capital de prévoyance des assurés actifs	1'589'463'525	1'484'688'252
Prestations de libre passage des assurés actifs	1'583'901'678	1'477'636'848
Avoirs de vieillesse des assurés actifs du régime LPP	5'561'847	7'051'404
Capital de prévoyance des bénéficiaires	1'175'041'567	1'092'912'487
Valeur actuarielle des pensions en cours	1'167'150'214	1'086'107'962
Valeur actuarielle des rentes en cours du régime LPP	7'891'353	6'804'525
Provisions techniques (revalorisation de la somme des salaires assurés)	79'477'812	57'613'588
Provision de longévité	32'759'022	26'117'610
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	46'718'790	31'495'978
Découvert technique	-295'496'962	-246'316'441
Découvert technique: situation en début de période	-246'316'441	-270'895'225
Excédent de produits / (Excédent de charges)	-49'180'521	24'578'784
 TOTAL DU PASSIF	 <u>2'561'325'031</u>	 <u>2'398'147'792</u>

COMPTES DES EXERCICES 2007 ET 2006

COMPTE D'EXPLOITATION	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	CHF	CHF
Cotisations et apports ordinaires	162'714'160	154'117'107
Cotisations des salariés	63'207'390	59'979'651
Cotisations des employeurs	90'652'486	85'954'560
Cotisations supplémentaires des salariés	639'158	491'504
Rachats	8'215'126	7'691'392
Prestations d'entrée	68'155'445	29'936'665
Apports de libre passage	67'696'859	29'482'203
Remboursements de versements anticipés pour l'EPL	458'586	454'462
<i>Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée</i>	230'869'605	184'053'772
Prestations réglementaires	-102'983'871	-95'324'692
Rentes de vieillesse	-77'594'219	-70'852'947
Rentes de survivants	-14'865'649	-14'412'983
Rentes d'invalidité	-8'040'753	-8'070'165
Autres prestations réglementaires	-79'200	-90'300
Prestations en capital à la retraite	-2'276'292	-1'898'297
Prestations en capital au décès et à l'invalidité	-127'757	0
Prestations de sortie	-49'131'416	-43'305'659
Prestations de libre passage en cas de sortie	-36'553'025	-30'558'856
Versements anticipés pour l'EPL/divorce	-12'578'391	-12'746'803
<i>Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés</i>	-152'115'287	-138'630'351
Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance, provisions techniques	-208'768'577	-163'937'398
Constitution de capitaux de prévoyance des assurés actifs	-73'279'296	-44'086'082
Constitution de capitaux de prévoyance des bénéficiaires	-82'129'080	-82'447'036
Constitution de provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	-46'718'790	-31'495'979
Constitution de provision de longévité	-6'641'412	-5'908'301
Charges d'assurances	-854'515	-1'076'663
Cotisations au Fonds de garantie	-854'515	-1'076'663
<i>Résultat net de l'activité d'assurance</i>	-130'868'774	-119'590'640
Résultat net des placements	83'140'547	145'672'722
Résultat net des liquidités	16'143'053	7'726'309
Résultat net des placements obligataires	10'681'665	5'174'828
Résultat net des actions et participations	20'866'254	97'595'517
Résultat net des immeubles	32'742'859	32'641'225
Intérêts sur prêts à l'employeur	7'337'500	7'337'500
Frais d'administration des placements	-4'630'784	-4'802'657
Autres produits	338'632	107'702
Produits de prestations fournies	99'762	107'451
Produits divers	238'870	251
Autres frais	-24'730	-13'292
Frais d'administration	-1'766'196	-1'597'708
<i>Excédent de charges / produits</i>	-49'180'521	24'578'784

COMPTES D'EXPLOITATION CONDENSES DES EXERCICES 2007 ET 2006

RUBRIQUES	REGIME PENSIONS		REGIME LPP		TOTAL	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée	226'355'240	181'096'594	4'514'365	2'957'178	230'869'605	184'053'772
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés	-145'906'954	-136'160'649	-6'208'333	-2'469'702	-152'115'287	-138'630'351
Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance	-209'114'034	-163'080'229	345'457	-857'169	-208'768'577	-163'937'398
Contributions au Fonds de Garantie	-843'144	-1'059'266	-11'371	-17'397	-854'515	-1'076'663
Résultat net de l'activité d'assurance	-129'508'892	-119'203'550	-1'359'882	-387'090	-130'868'774	-119'590'640
Résultat net des placements					83'140'547	145'672'722
Autres produits					338'632	107'702
Autres frais					-24'730	-13'292
Frais d'administration					-1'766'196	-1'597'708
Excédent de charges / produits					-49'180'521	24'578'784

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. Bases et organisation

I.1. Forme juridique et but

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après CPPEF) est une institution de prévoyance de droit public qui possède la personnalité juridique et est pourvue d'une administration séparée de celle de l'Etat. Son but est d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès.

I.2. Enregistrement LPP et Fonds de garantie LPP

La CPPEF est enregistrée au registre de la prévoyance professionnelle auprès du Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle du canton de Fribourg.

De plus, elle est inscrite au Fonds de garantie LPP et y verse des cotisations.

I.3. Indications des actes et des règlements

L'activité de la CPPEF est régie par :

a) Dispositions légales

- Loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP) du 29 septembre 1993, modifiée partiellement par les lois du 2 octobre 1996, du 17 septembre 1997, du 17 octobre 2001 et par l'ordonnance du 22 mars 2005 du Conseil d'Etat du canton de Fribourg
- Divers arrêtés du Conseil d'Etat du canton de Fribourg

b) Réglementation interne

- Règlement d'organisation et Directives réglant la gestion de la fortune du 22 novembre 2007
- Règlement de la commission immobilière du 3 avril 1989
- Règlement des commissions de bâtisse du 30 mai 1989
- Règlement de la commission administrative du 1^{er} juin 2005
- Règlement pour les passifs de nature actuarielle du 1^{er} septembre 2006

Par ailleurs, la CPPEF est signataire depuis 2006 du code de déontologie auprès de la Fondation Code de déontologie dans le domaine de la prévoyance professionnelle.

I.4. Organe de gestion paritaire / droits de signature

I.4.1. Organe de gestion paritaire / Présidence / Administration

Le Comité de la CPPEF se compose de douze membres, dont six sont des représentants de l'Etat et six des représentants des salariés.

Le Président du Comité est le conseiller d'Etat Directeur des finances (LCP 6 al. 5).

Au 31 décembre 2007, la composition du Comité était la suivante :

Représentants de l'Etat

LÄSSER Claude, Président
 CLEMENT Pierre-Alain
 COLLAUD Paul
 HAYOZ Markus
 STEPHAN Jacques
 VESIN Pierre*

Représentants des salariés

MUTRUX Gérald, Vice-Président
 COLLAUD Germain
 DELLEY Stéphane
 MARTY René
 MINDEL Claude
 SAVOY Jean-Daniel

* Remplacé au 1^{er} janvier 2008 par M. Laurent Aubry.

L'administration de la CPPEF est assumée par Monsieur Claude Schafer.

1.4.2. Droits de signatures et de compétences

Les droits de signatures et de compétences sont régis par un règlement du 1^{er} mai 2005 ; la CPPEF est représentée vis-à-vis de tiers par les signatures collectives à deux des membres du Comité ou des personnes en charge de l'administration.

1.5. Expert, organe de contrôle, autorité de surveillance, consultant

1.5.1. Expert en prévoyance professionnelle (actuaire) :

Pittet Associés S.A. à Genève

1.5.2. Organe de contrôle

NBA Audit S.A. à Villars-sur-Glâne

1.5.3. Autorité de surveillance

Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle du Canton de Fribourg à Fribourg

1.5.4. Consultant en placements

Coninco Advisory S.A. à Vevey

1.6. Employeurs affiliés

Les employeurs affiliés à la CPPEF se composent :

	Nombre d'employeurs affiliés au :	
	<u>31.12.2007</u>	<u>31.12.2006</u>
- Etat de Fribourg et ses établissements	13	14
- Communes et associations de communes	11	10
- Autres institutions liées étroitement à l'Etat de Fribourg	31	28
Total	<u>55</u>	<u>52</u>

II. Membres actifs et bénéficiaires de pensions et rentes – Rapport démographique**II.1. Assurés actifs**

	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>Variation</u>
<u>Effectifs</u>			
Régime de pensions	14'555	13'558	997
Régime LPP	498	551	- 53
Total	15'053	14'109	944
<u>Age moyen</u>			
Régime de pensions	42.16	41.50	0.66
Régime LPP	39.41	37.66	1.75

II.2. Bénéficiaires de pensions et rentes

	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>Variation</u>
<u>Effectifs</u>			
<u>Régime de pensions</u>	3'288	3'085	203
Pensions de vieillesse	2'222	2'032	190
Pensions d'invalidité	317	334	- 17
Pensions de conjoints	660	640	20
Pensions d'orphelins	78	66	12
Pensions d'enfants de retraités	11	13	- 2
<u>Régime LPP</u>	130	118	12
Rentes de vieillesse	86	75	11
Rentes d'invalidité	24	23	1
Rentes de conjoints	11	11	0
Rentes d'orphelins	5	6	- 1
Rentes d'enfants de retraités	2	1	1
Rentes d'enfants d'invalides	2	2	0
Total	3'418	3'203	215

II.3. Total des affiliés

	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>Variation</u>
<u>Effectifs</u>			
Régime de pensions	17'843	16'643	1'200
Régime LPP	628	669	- 41
Total	18'471	17'312	1'159

II.4. Rapport démographique

Le rapport démographique correspond à la proportion entre le nombre des bénéficiaires de rentes et celui des assurés actifs, soit :

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Régime de pensions	22.59%	22.75%
Régime LPP	26.10%	21.42%
Global	22.70%	22.70%

III. Nature de l'application du but de la Caisse

III.1. Explication des plans de prévoyance

La CPPEF pratique deux plans de prévoyance : le régime de pensions et le régime LPP.

Le **régime de pensions** s'adresse au personnel qui est au bénéfice d'un statut de droit public ou qui a une activité durable et principale au service de l'Etat ou de ses établissements.

Le régime de pensions est une **primauté des prestations sur la somme revalorisée des salaires assurés**. L'objectif de pension final n'est pas exprimé par rapport au dernier salaire assuré, mais bien sur le salaire moyen de carrière, revalorisé.

Le régime de pensions est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :

- le salaire assuré est égal au salaire déterminant, moins une déduction de coordination égale aux 90% de la rente AVS annuelle maximale (CHF 23'868.00 pour un taux d'activité de 100%) et multipliée par le taux d'activité. Le salaire assuré maximal annuel en 2007 était de CHF 174'631.60 ;
- la prestation de retraite est égale à 1.6% de la somme revalorisée des salaires assurés à la fin du mois qui précède la retraite. Les pensions sont adaptées une fois par année suivant l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation. Il existe la possibilité de prélever sous forme de capital au maximum ¼ de l'avoir LPP en cas de retraite ;
- la pension d'invalidité est égale à la pension de retraite projetée à 65 ans multiplié par le degré d'invalidité, mais au maximum à 60% du dernier salaire assuré multiplié par le degré d'activité ;
- la pension de personne conjointe survivante est égale à 60% de la pension d'invalidité entière qu'aurait pu toucher la personne assurée (en cas de décès d'un actif), ou à 60% de la pension de la personne défunte (en cas de décès d'une personne retraitée ou invalide) ;
- la Caisse sert aussi des prestations d'enfant de retraité dès qu'une personne retraitée a atteint l'âge de 65 ans révolus, ainsi que des pensions d'enfant orphelin.

Le **régime LPP** s'adresse au personnel auxiliaire ou temporaire. Il est constitué d'un processus d'épargne comparable à celui de la LPP, accompagné d'une couverture, exprimée en pourcentage du salaire assuré, pour les risques invalidité et décès. Il fonctionne donc selon le principe de la **biprimauté** (primauté des cotisations pour l'épargne et primauté de prestations pour les risques).

Le régime LPP est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :

- l'avoir de vieillesse correspond aux bonifications vieillesse, plus les prestations de libre passage LPP reçues, avec intérêt de 4% ;
- la rente de vieillesse se calcule comme suit : l'avoir de vieillesse est converti en rente selon le barème transitoire des taux de la 1^{ère} révision LPP entrée en vigueur au 01.01.2005. L'âge de la retraite est fixé à 65 (hommes) / 64 ans (femmes). Possibilité de retraite dès l'âge de 60 ans, avec une réduction correspondante du facteur de conversion. Les rentes sont adaptées une fois par année suivant l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation ;
- la rente d'invalidité se compose de la rente présumée de vieillesse, augmentée des intérêts calculés selon les modalités de la LPP, mais au max équivalente à 40% du salaire assuré x degré d'invalidité ;
- la rente de conjoint survivant est déterminée à hauteur de 60% de la rente d'invalidité entière qu'aurait pu toucher l'assuré (en cas de décès d'un actif), ou de 60% de la rente du défunt (en cas de décès d'un retraité ou d'un invalide) ;
- la Caisse sert aussi des rentes d'enfants d'invalide et des rentes d'enfant orphelin égales à 20% de la rente d'invalidité.

III.2. Financement, méthodes de financement

III.2.1. Régime de pensions

Le taux de cotisation du régime de pensions, global et uniforme, est égal à 19,5% du salaire assuré quels que soient l'âge et le sexe de l'assuré. Il est réparti à raison de 11,5% à la charge de l'employeur et de 8,0 % à la charge des assurés, ce qui représente 59% environ du financement pour l'employeur et 41% pour les assurés.

Selon les articles 13 et 16 de la LCP, le financement du Régime de pensions est basé sur le système **financier mixte** de la **répartition des capitaux de couverture**. Rappelons que, selon ce système, la fortune de la Caisse doit permettre de couvrir en tout temps au moins la valeur actuelle des pensions en cours (ou, selon la norme RPC 26, le capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions), augmentée de la provision de longévité.

III.2.2. Régime LPP

Selon l'âge de l'assuré, la cotisation d'épargne varie entre 7 et 18% du salaire assuré, celui-ci étant limité au maximum à CHF 56'355.00. Une cotisation supplémentaire de 2,4% du salaire assuré est prélevée pour financer les risques invalidité et décès, la cotisation au fonds de garantie et les frais administratifs. Le financement est paritaire.

Le régime LPP fonctionne en **capitalisation intégrale**. Ainsi, la fortune qui lui est propre doit donc couvrir en tout temps la totalité des capitaux de prévoyance, composés des avoirs de vieillesse accumulés des assurés actifs et des réserves mathématiques (ou valeur actuelle) des pensions en cours.

III.2.3. Autres informations sur l'activité de prévoyance

Néant.

IV. Principes d'évaluation et de présentation des comptes

IV.1. Confirmation sur la présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Recommandations pour la Présentation des Comptes)

Les comptes de la CPPEF sont présentés en conformité à la norme comptable Swiss GAAP RPC 26.

Vu que la CPPEF applique deux plans de prévoyance (régime de pensions et régime LPP), il a été élaboré un compte d'exploitation complémentaire présentant les résultats distincts propres à chaque régime ; ce document fait partie intégrante des comptes annuels et figure dans les présents états financiers.

IV.2. Principes comptables et d'évaluation

Les principes d'évaluation des postes du bilan sont les suivants :

- *Conversion des valeurs en devises étrangères*
Les cours de change à la date du bilan sont pris en considération.
- *Liquidités*
Elles sont évaluées à leur valeur nominale.
- *Créances*
Elles sont évaluées à leur valeur nominale. Les provisions économiquement nécessaires liées à un risque spécifique sont portées directement en diminution des actifs correspondants.
- *Titres*
Les obligations, les notes, les actions et les fonds de placements sont évalués à leur valeur de marché à la date du bouclage.

Les actions non cotées et les participations sont évaluées en prenant la valeur des fonds propres de la société à la date de clôture tout en tenant compte d'éventuelles réserves latentes communiquées par l'administration de la société.

- *Immeubles*
 - *Immeubles construits*

Chaque immeuble est évalué à la valeur de rendement capitalisé sur la base des états locatifs bruts au moyen des paramètres suivants :

 - Objectif de rendement net de 4.5% ;
 - Taux de charge déterminé en prenant la moyenne des charges d'exploitation des cinq dernières années ;
 - Taux de vacance déterminé sur la moyenne des cinq dernières années ;
 - Majoration forfaitaire pour certains immeubles subventionnés ;
 - Majoration pour affectation spécifique ;
 - Vétusté : prise en compte des besoins en rénovation sur une durée de dix ans.
 - *Immeubles acquis en cours d'année*

La valeur des nouvelles acquisitions est déterminée sur la même base que les immeubles construits hormis les taux de charge et de vacance. Pour la fixation du taux de charge il est tenu compte pour la première année de charges budgétées ; par la suite il est tenu compte des charges effectives. Quant au taux de vacance, il est tenu compte la première année du taux de vacance constaté pendant la période d'acquisition ; par la suite, les taux de vacance des cinq dernières années ou moins en fonction de durée de possession sont pris en considération.
 - *Immeubles en mise en valeur (durée maximum 3 ans)*

La valorisation est égale au coût de construction si celui-ci est inférieur à la valeur réelle des immeubles en cours de mise en valeur, déterminée sur la base des principes définis pour les immeubles acquis en cours d'année, hormis le taux de vacance à appliquer. Ce taux est calculé sur la moyenne du taux de vacance globale du portefeuille de la Caisse pour les trois dernières années, additionné de cinq pourcents. Si le coût de construction est supérieur à la valeur réelle des immeubles, cette dernière est appliquée.
 - *Terrains à bâtir*

La valeur de marché à la date de boucllement est prise en considération.
 - *Immeubles en construction*

La valeur accumulée des coûts de construction est prise en considération.
 - *Rénovations*

La valeur accumulée des coûts de rénovation est prise en considération.

Pour les objets dont une vente ferme intervient après la date de boucllement, les prix de vente nets, connus au moment du boucllement des comptes, sont retenus comme valorisation.

- *Prêts aux employeurs*

Les prêts à terme à l'Etat de Fribourg figurent aux valeurs nominales.
- *Autres actifs et engagements*

Les autres créances et engagements figurent au bilan aux valeurs nominales.
- *Capitaux de prévoyance et provisions techniques*

La méthode statique est appliquée. Les capitaux de prévoyance font l'objet d'une attestation de la part de l'actuaire.

La provision pour revalorisation des salaires assurés est déterminée sur la base des dispositions de la loi sur la Caisse (LCP art. 66).

V. Couverture des risques / règles techniques / degré de couverture

V.1. Nature de la couverture des risques

Les risques couverts sont l'invalidité, le décès et la vieillesse.

V.2. Explications des actifs et passifs de contrats d'assurance

La CPPEF est une caisse autonome qui assure intégralement ses risques et n'est, de ce fait, pas réassurée.

V.3. Développement et rémunération des avoirs épargne en primauté des cotisations (régime LPP)

a. Développement :			
	<u>31.12.2007</u>	<u>31.12.2006</u>	<u>Variation</u>
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	5'561'847	7'051'404	-1'489'557
b. Rémunération :			
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	4.00 %	4.00%	-

V.4. Développement du capital de couverture pour les assurés actifs en primauté de prestations (régime de pensions)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Prestations de libre passage (PLP) au début de l'exercice	1'477'636'848	1'397'604'626
Variations de l'exercice :		
+ augmentation des PLP des assurés présents toute l'année	88'346'802	85'452'597
+ augmentation des PLP des assurés entrés en cours d'exercice	61'475'558	35'914'999
- PLP des assurés démissionnaires durant l'exercice	- 43'557'530	- 41'335'374
<i>Total de la variation annuelle</i>	<u>106'264'830</u>	<u>80'032'222</u>
Prestations de libre passage en fin d'exercice	1'583'901'678	1'477'636'848

V.5. Provision technique pour revalorisation de la somme des salaires assurés

La Caisse a procédé à une revalorisation de 4% de la somme des salaires assurés au 1^{er} janvier 2008 soit CHF 46.7 mio. Cette revalorisation prend en compte l'indexation des salaires du personnel de l'Etat au 1^{er} janvier 2008. Le montant de cette revalorisation est enregistré dans les comptes 2007.

V.6. Développement et rémunération des comptes témoins selon la LPP des assurés actifs du régime de pensions

a. Développement :			
	<u>31.12.2007</u>	<u>31.12.2006</u>	<u>Variation</u>
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	789'055'365	726'500'344	62'555'021
b. Rémunération :			
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	2.50 %	2.50 %	-

V.7. Développement des capitaux de prévoyance des bénéficiaires (réserve de longévité incluse)Régime de pensions

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2007 CHF	2006 CHF	2007/2006 CHF	2006/2005 CHF	2007/2006 %	2006/2005 %
Retraités	938'330'048	852'734'713	85'595'335	89'657'866	+ 10.0	+ 11.7
Invalides	119'256'360	126'406'679	- 7'150'319	- 269'662	- 5.7	- 0.2
Conjoints	137'170'380	128'394'562	8'775'818	- 426'899	+ 6.8	- 0.3
Orphelins	4'733'592	4'285'772	447'820	- 709'714	+ 10.4	- 14.2
Enfants de retraités	201'848	244'110	- 42'262	- 13'305	- 17.3	- 5.2
Total	1'199'692'228	1'112'065'836	87'626'392	88'238'286	+ 7.9	+ 8.6

Régime LPP

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2007 CHF	2006 CHF	2007/2006 CHF	2006/2005 CHF	2007/2006 %	2006/2005 %
Retraités	4'610'140	3'501'961	1'108'179	117'315	+ 31.6	+ 3.5
Invalides	2'654'324	2'601'662	52'662	5'230	+ 2.0	+ 0.2
Conjoints	702'842	711'773	- 8'931	13'467	- 1.3	+ 1.9
Orphelins	118'539	128'720	- 10'181	- 15'712	- 7.9	- 10.9
Enfants de retraités	9'017	8'989	28	- 764	+ 0.3	- 7.8
Enfants d'invalides	13'499	11'156	2'343	- 2'485	+ 21.0	- 18.2
Total	8'108'361	6'964'261	1'144'100	117'051	+ 16.4	+ 1.7

Au 1^{er} janvier 2007 l'indexation des pensions et rentes a été de 0.5%.

V.8. Résultats de la dernière expertise actuarielle

La dernière expertise date d'août 2006 et a été établie sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2005. Pittet Associés SA, actuairer, atteste que l'équilibre financier de la Caisse est assuré compte tenu de son financement, de son plan de prévoyance, des systèmes financiers appliqués et de la garantie accordée par l'Etat.

V.9. Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel

Les réserves mathématiques sont déterminées sur la base des tables actuarielles VZ 2000. Le taux d'intérêt technique de la CPPEF est de 4.5%.

V.10. Degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2 et garantie de l'Etat de Fribourg en situation statique

Le degré de couverture et le montant de la garantie de l'Etat couvrant le découvert technique en capitalisation sont les suivants :

	<u>31.12.2007</u> CHF	<u>31.12.2006</u> CHF
Fortune nette (actifs de la caisse diminués des exigibles à court terme)	2'548'485'942	2'388'897'886
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	- 2'843'982'904	- 2'635'214'327
Découvert technique – Garantie de l'Etat (*)	- 295'496'962	- 246'316'441
Degré de couverture	89.6 %	90.6 %

(*) L'Etat garantit en tout temps, selon l'article 16 de la Loi sur la Caisse, l'équilibre financier.

VI. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements**VI.1. Organisation de l'activité de placements, règlement de placements**

Les placements financiers sont confiés aux établissements suivants :

- Banque Cantonale de Fribourg - mandat pour la gestion d'un portefeuille mixte ;
- FTI Suisse S.A. à Genève - gestion de deux portefeuilles en obligations étrangères déposées auprès de la Banque Pictet & Cie à Genève ;
- Crédit Suisse à Fribourg - mandat de gestion en actions suisses et étrangères ;
- UBS à Fribourg - mandat de gestion en actions suisses et européennes ainsi qu'en obligations étrangères ;
- IAM S.A. à Genève - mandat de gestion d'un portefeuille d'actions suisses ;
- Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A. à Fribourg - mandat pour la gestion d'un portefeuille mixte.

Les immeubles de la Caisse sont en gérance auprès des régies suivantes :

- Régie de Fribourg S.A., à Fribourg ;
- Gerama S.A., à Fribourg ;
- Régie Châtel S.A., à Châtel-St-Denis ;
- Gestions Martin S.A., à Estavayer-le-Lac ;
- Gendre & Emonet Gérance et Fiduciaire S.A., à Montreux ;
- Graf.riedi A.G., à Berne.

VI.2. Utilisation des extensions avec résultat du rapport (art. 59 OPP2)

Le Comité de la Caisse n'a pas eu recours à une extension des possibilités de placements prévue par l'article 59 OPP2.

VI.3. Objectif de la réserve de fluctuations de valeurs

Conformément aux calculs de Coninco Advisory S.A., consultant en placements, le Comité a fixé l'objectif de réserve de fluctuation de valeur comme suit :

Selon l'art. 45 OPP 2, la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat étant une institution de droit public, elle peut déroger au principe du bilan en caisse fermée. En vertu de l'art. 48^e OPP2 et compte tenu de l'allocation stratégique choisie par la Caisse au moment de l'établissement du bilan, les réserves de fluctuations nécessaires avec un niveau de confiance statistique de 68.3% se montent à **CHF 122.7 mios** contre CHF 136,8 mios à fin 2006. Ce calcul prend en compte la totalité des investissements, la répartition effective, la corrélation entre les différentes classes d'actifs ainsi que l'objectif de rendement de la Caisse.

Le niveau de réserve calculé considère un montant minimum à disposer sur un horizon d'une année, pour absorber une baisse des marchés, soit 4.3 points du degré de couverture.

Limitations du modèle

Le calcul des réserves nécessaires se base sur l'hypothèse de normalité des rendements des actifs. Des études empiriques montrent que les actifs financiers peuvent s'écarter de la distribution normale. D'une part, les événements extrêmes ont tendance à se produire plus fréquemment que ne le prévoit la distribution normale. D'autre part, les rendements de certains actifs financiers sont asymétriques. En conséquence, l'objectif de réserves de fluctuations proposé sous l'hypothèse de normalité peut s'écarter de manière plus ou moins importante de la réalité économique.

Il faut souligner que, selon la recommandation Swiss GAAP RPC 26, les institutions de prévoyance avec promesse de garantie de corporations de droit public ne peuvent pas constituer, en cas de découvert, de réserves de fluctuations de valeurs dans le bilan.

VI.4. Présentation des placements par catégories

	Montants au <u>31.12.2007</u>	% de la <u>fortune</u>	Limites <u>OPP2</u>	SAA	Marges tactiques	
	CHF				Min	Max
Limites par catégories de placement						
Débiteurs suisses	950'040'518	37%	100%	33%	0.00%	68.00%
Débiteurs étrangers	331'404'963	13%	20%	10%	7.50%	12.50%
Actions suisses	266'330'273	10%	30%	10%	7.50%	20.00%
Actions étrangères	313'652'879	12%	25%	10%	5.00%	17.50%
Immeubles	699'896'398	27%	50%	37%	25.00%	40.00%
Fortune totale	2'561'325'031	100%				
Limites globales						
Actions	579'983'152	22.64%	50%			
Valeurs réelles	1'279'879'550	49.97%	70%			
Placements étrangers	645'057'842	25.18%	30%			

SAA = *Strategic asset allocation* = allocation stratégique des actifs

Le dépassement des débiteurs étrangers par rapport aux marges tactiques est temporaire ; celui-ci sera rétabli au cours de l'exercice 2008.

VI.5. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

Au cours de l'exercice 2007, aucun produit dérivé n'a été utilisé.

VI.6. Valeurs de marché et co-contractants des titres en securities lending

La CPPEF n'autorise pas le securities lending.

VI.7. Explications du résultat net des placements

<i>(En milliers de CHF)</i>	Intérêts Dividendes	Gains réalisés	Pertes réalisées	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Frais	Totaux 2007
Liquidités et placements monétaires	17'575	6'376	-7'681	3'188	-3'311	-4	16'143
Obligations suisses	2'352		-190	45	-187		2'020
Obligations étrangères	10'993	2'442	-2'350	5'770	-8'193		8'662
Actions suisses	4'608	3'105	-1'259	17'684	-23'788		350
Actions étrangères	6'756	13'856	-5'469	29'692	-23'716		21'119
Participations	66	1	-670				-603
Prêts aux employeurs	7'337						7'337
Frais d'administration des placements financiers						-4'631	-4'631
Résultat net des placements financiers	49'687	25'780	-17'619	56'379	-59'195	-4'635	50'397
	Loyers	Gains réalisés	Pertes réalisées	Ajustements de valeurs	Charges d'exploitation		
Immeubles	45'226			-1'066	-11'417 *		32'743
Résultat net des placements							83'140

*Les charges d'exploitation des immeubles englobent des honoraires de gérance pour CHF 1.663 mio.

VI.7.1. Frais d'administration des placements financiers

<i>(En milliers de CHF)</i>	2007	2006
Frais de gestion des titres	2'713	2'945
Frais de consultants	34	34
Impôts à la source non-récupérables	800	940
Frais de transactions et timbre fédéral	1'084	884
Totaux	4'631	4'803

VI.7.2. Performance des placements

Le détail de la performance nette de l'ensemble des placements de la Caisse pour l'exercice 2007 se présente comme suit:

Genre de placements	Performance	
	2007	2006
Liquidités et placements à terme	2.45%	1.27%
Prêts (y.c. prêts aux employeurs)	2.83%	3.62%
Obligations suisses	- 0.76%	1.35%
Obligations étrangères	3.01%	1.41%
Actions suisses	0.41%	20.63%
Actions étrangères	7.63%	16.57%
Participations	-15.84%	1.30%
Total des placements financiers	3.15%	7.51%
Immeubles	4.82%	4.90%
Total de la Caisse	3.59%	6.76%

VI.8. Explications des placements chez l'employeur

Les prêts en cours sont les suivants :

- CHF 200 millions rémunérés au taux de 3.5% du 31.12.2001 au 31.12.2013 ;
- CHF 10 millions rémunérés au taux de 3.375% du 2.2.1999 au 2.2.2009.

VII. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation**VII.1. Placements à terme et prêts**

Les placements à terme échoient tous dans le courant de l'année 2008.

Les prêts se subdivisent comme suit :

- Prêts aux banques pour CHF 322 mio
- Prêts aux Communes et associations de communes pour CHF 14.8 mio

VII.2. Immeubles**VII.2.1. Généralités**

Au 31 décembre 2007, la Caisse est propriétaire de 118 immeubles construits, représentant 5211 objets, soit environ 2334 appartements, 2708 garages et places de parc et 169 locaux commerciaux.

VII.2.2. Evolution des valeurs 2007 du parc immobilier

(En milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	Rénovations	TOTAL
Valeurs actuelles 1.1.2007	636'512	11'318	14'152	4'434	1'900	668'316
Mouvement 2007						
• Acquisitions / constructions / rénovations	20'488	1'020	0	7'963	3'176	32'647
• Ventes 2007	0		0			0
• Mutations de groupe	15'344	-7'630	-1'465	-3'243	-3'006	0
• Adaptations aux valeurs actuelles du 31.12.2007	-852	-215	0			-1'067
Valeurs actuelles 31.12.2007	671'492	4'493	12'687	9'154	2'070	699'896

Le taux moyen de capitalisation des « Immeubles construits » s'élève à 6,56% au 31 décembre 2007, contre 6,68% au 31 décembre 2006.

VII.2.3. Résultats 2007 des immeubles

(En milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	TOTAL
Adaptations des objets immobiliers aux valeurs actuelles du 31.12.2007	-852	-215	0		-1067
Résultats sur ventes	0		0		0
Résultats d'exploitation (y. c. produits et charges communs)	33'751	75	-78	62	33'810
Résultats globaux 2007	32'899	-140	-78	62	32'743
Performance 2007					4.82 %
Performance 2006					4.90 %
Rendements d'exploit. 2007					
Rendements bruts					6.93 %
Rendements nets					5.14 %
Rendements d'exploit. 2006					
Rendements bruts					6.80 %
Rendements nets					4.97 %

Les performances annuelles 2007 sont déterminées sur la base des résultats globaux du parc immobilier par rapport aux « valeurs réelles » au 1^{er} janvier 2007.

Les rendements annuels sont déterminés sur la base des résultats d'exploitation par rapport aux « valeurs d'investissement » moyennes de l'année.

VII.2.4. Informations diverses

Des intérêts intercalaires sur les immeubles en construction, représentant un montant de CHF 61'587, figurent dans les rendements immobiliers du compte d'exploitation.

Les valeurs d'assurance incendie des immeubles construits s'élèvent à CHF 654'056'625

VII.3. Indication sur les titres de participation (rubrique « Participations »)

Sociétés	Capital-actions	Quote-part	
		2007	2006
Régie de Fribourg SA, Fribourg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Fribourg	CHF 7'500'000	20.00%	20.00%

L'évaluation au 31 décembre 2007 de la participation de la Régie de Fribourg SA sur la base des principes énumérés au point IV.2 de la présente annexe. Pour la Société Capital Risque Fribourg SA, l'évaluation est basée sur les états financiers au 31.12.2006.

VIII. Demandes de l'Autorité de surveillance

Par lettre du 7 février 2008, l'autorité de surveillance a pris connaissance des comptes 2005 et 2006.

IX. Autres informations relatives à la situation financière

IX.1. Découvert / Explication des mesures prises

Le degré de couverture est défini conformément à la LPP et à ses dispositions d'application (art. 44 OPP2). Il est calculé au 1^{er} janvier de chaque année sur la base de la fortune au 31 décembre de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2007, le degré de couverture de la Caisse est de **89,6 %** contre 90,6 % à fin 2006.

En tant qu'institution de prévoyance d'une collectivité publique, la Caisse peut déroger au principe du bilan en caisse fermée aux conditions définies par les articles 69 alinéa 2 LPP et 45 OPP2. C'est ainsi que sur la base de l'article 16 de la Loi du 29 septembre 1993 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, celle-ci a l'obligation de disposer d'une fortune nette de prévoyance au moins équivalente aux capitaux de prévoyance des bénéficiaires de pensions et de rentes auxquels il convient d'ajouter les capitaux de prévoyance des assurés actifs du régime LPP.

Le capital minimal dont doit disposer la Caisse au 31 décembre 2007 en application de cette disposition se monte à quelque CHF 1'208 millions. La fortune nette de prévoyance s'élevant à CHF 2'548 millions au 31 décembre 2007, aucune mesure d'assainissement n'est ainsi nécessaire en l'état.

IX.2. Liquidations partielles

Les conditions et la procédure de liquidations partielles ont été fixées dans l'Ordonnance du Conseil d'Etat (122.73.12) du 9 novembre 2004 concernant l'affiliation des institutions externes à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat.

IX.3. Procédures juridiques en cours

Les cas de dossiers faisant actuellement l'objet d'une procédure auprès du Tribunal administratif sont au nombre de dix ; les engagements qui découlent de ces litiges n'ont pas besoin de faire l'objet de provisions particulières.

IX.4. Opérations particulières et transactions sur la fortune

Engagements conditionnels : il s'agit d'opérations de change à terme contractées en 2007 et dont le dénouement a eu lieu en 2008.

Dates		Vente		Achat		Montant en CHF au 31.12.07
de l'engagement	du dénouement	Code monnaie	Montant	Code devise	Montant	
20.12.2007	31.01.2008	USD	520'000	CHF	600'184	612'743
Montant total engagé au 31.12.2007						612'743

Il n'y a pas d'autre engagement conditionnel hors bilan.

X. Evénements postérieurs à la date du bilan

Néant

Fribourg, le 12 mars 2008



Bilan technique

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2007	31.12.2006
Total de l'actif	2'561'325'031	2'398'147'792
Dettes	- 10'751'159	- 7'381'447
Compte de régularisation du passif	- 2'087'930	- 1'868'459
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	2'548'485'942	2'388'897'886
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	1'583'901'678	1'477'636'848
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	5'561'847	7'051'404
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime de pensions ¹	1'167'150'214	1'086'107'962
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime LPP ¹	7'891'353	6'804'525
Capitaux de prévoyance	2'764'505'092	2'577'600'739
Provision de longévité ²	32'759'022	26'117'610
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	46'718'790	31'495'978
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provisions techniques	79'477'812	57'613'588
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	2'843'982'904	2'635'214'327
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	122'700'000	136'800'000
EXCEDENT TECHNIQUE ³	- 418'196'962	- 383'116'441
DEGRE DE COUVERTURE ⁴	85.9 %	86.2 %
DEGRE DE COUVERTURE LEGAL (Article 44 alinéa 1 OPP2) ⁵	89.6 %	90.6 %
<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	<i>122'700'000</i>	<i>136'800'000</i>

Remarques :

- 1) Bases techniques: VZ 2000 à 4,5 %
- 2) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
- 3) = FP - CP - RFV.
- 4) = FP / [CP + RFV]
- 5) = FP / CP



Bilan technique selon le système financier statutaire ¹

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2007	31.12.2006
Total de l'actif	2'561'325'031	2'398'147'792
Dettes	- 10'751'159	- 7'381'447
Compte de régularisation du passif	- 2'087'930	- 1'868'459
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	2'548'485'942	2'388'897'886
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	5'561'847	7'051'404
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions ²	1'167'150'214	1'086'107'962
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP ²	7'891'353	6'804'525
Capitaux de prévoyance ³	1'180'603'414	1'099'963'891
Provision de longévité ⁴	32'759'022	26'117'610
Provisions techniques	32'759'022	26'117'610
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	1'213'362'436	1'126'081'501
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	122'700'000	136'800'000
EXCEDENT TECHNIQUE ⁵	1'212'423'506	1'126'016'385
DEGRE D'EQUILIBRE ⁶	190.7 %	189.2 %
<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	<i>122'700'000</i>	<i>136'800'000</i>

Remarques :

1) Le système financier statutaire correspond à la garantie de l'intégralité du capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions (répartition des capitaux de couverture) pour le régime de pensions et à la capitalisation pour le régime LPP.

2) Bases techniques: VZ 2000 à 4,5 %

3) Selon le système financier appliqué.

4) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.

5) = FP - CP - RFV.

6) = FP / [CP + RFV]



Rapport de l'organe de contrôle
au Comité de la
CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL
DE L'ETAT DE FRIBOURG, Fribourg

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié la légalité des comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe), de la gestion et des placements ainsi que des comptes de vieillesse de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2007.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, de la gestion et des placements ainsi que des comptes de vieillesse incombe au Comité, alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la comptabilité, à l'établissement des comptes annuels, aux placements et aux principales décisions en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. La vérification de la gestion consiste à constater si les dispositions juridiques et réglementaires concernant l'organisation, l'administration, le prélèvement des cotisations et le versement des prestations ainsi que les prescriptions relatives à la loyauté dans la gestion de fortune sont respectées. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, les comptes annuels, la gestion et les placements ainsi que les comptes de vieillesse sont conformes à la loi suisse, à la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg, à l'acte de fondation et aux règlements.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentés.

Villars-sur-Glâne, le 13 mars 2008

NBA Audit SA

A. Bergna
Expert-comptable
diplômé
Réviseur responsable

G. Julmy
Expert-comptable
diplômé

Annexes :

- I Bilan
- II Compte d'exploitation
- III Annexe aux comptes annuels

Verwaltungsbericht der Pensionskasse des Staatspersonals Freiburg zur Jahresrechnung 2007

Rechtsform und Organisation

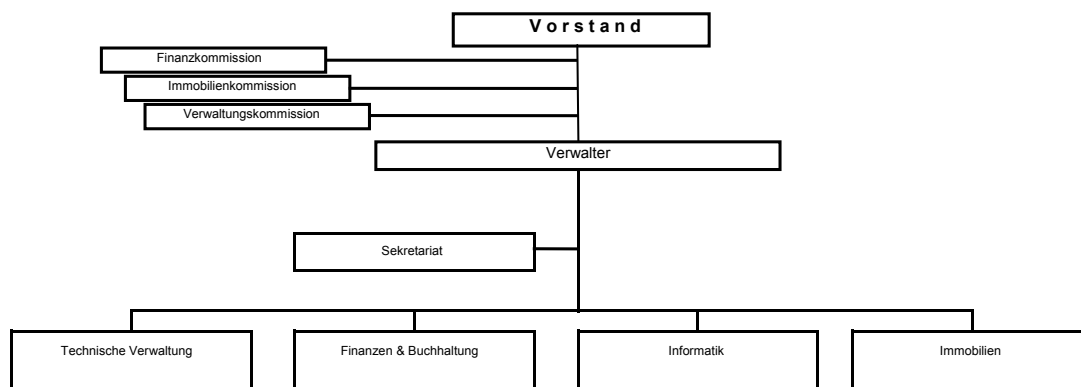
Die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg (die PKSPF) ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit, die eine von der Staatsverwaltung getrennte Verwaltung führt. Sie ist im Register des Amtes für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge eingetragen.

Ihre Tätigkeit ist durch das Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG) und die verschiedenen Beschlüsse geregelt, welche seit 1993 in Kraft getreten sind.

Die PKSPF gewährt Leistungen bei Pensionierung, Invalidität und Tod. Zusätzlich zum Staatspersonal und den staatlichen Einrichtungen sind auch Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer von Gemeinden sowie von Institutionen angeschlossen, welche eine eng mit dem Staat verbundene öffentliche Aufgabe erfüllen. Per Ende Dezember 2007 waren zusätzlich zum Staat Freiburg 55 externe Institutionen der PKSPF angeschlossen. Die Anschlussbedingungen der Versicherten an die PKSPF sind von ihrer Anstellungsdauer abhängig: Versicherte mit einem mehr als ein Jahr dauernden Arbeitsvertrag sind automatisch in der Pensions-Vorsorgeregelung (überobligatorische Leistungen) versichert; Versicherte mit einer Anstellungsdauer von weniger als einem Jahr sind in der minimalen BVG-Vorsorgeregelung versichert. Diese Leistungen sind etwas höher als nach dem Bundesgesetz über die berufliche Vorsorge.

Der PKSPF-Vorstand besteht aus zwölf Mitgliedern, von denen sechs den Arbeitgeber Staat und sechs die Arbeitnehmer vertreten. Der Vorstand hat auch drei Kommissionen gebildet (Finanzen, Immobilien, Verwaltung), welche sich aus Vorstandsmitgliedern sowie externe Spezialisten zusammensetzen. Im vergangenen Jahr hat der PKSPF-Vorstand 9 Sitzungen betreffend den normalen Geschäftsverlauf sowie 18 Sitzungen im Zusammenhang mit der Revision des PKG abgehalten. Dazu kommen die monatlichen Sitzungen der Kommissionen und speziellen Delegationen, in denen die Vorstandsmitglieder die PKSPF vertreten haben.

Per Ende 2007 setzt sich die Verwaltung der PKSPF wie folgt zusammen (insgesamt 13 Personen zu 10,7 Vollzeitäquivalenten [VZÄ]):



Die Verwaltung der PKSPF hat per 1.08.2007 einen Auszubildenden angestellt, der im oben aufgeführten Personalbestand nicht inbegriffen ist.

Die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer der ehemaligen Bezirksspitäler, die ins Freiburger Spitalnetz integriert wurden, sind am 1. Januar 2007 in die PKSPF eingetreten. Die Zahl der aktiven Versicherten beträgt nun 15 053 und hat somit um 6,7 % zugenommen. Die Zunahme der Rentenbezüger betrug ebenfalls 6,7 % (3418 per 31.12.2007). Trotz dieser positiven Entwicklung blieb der Personalbestand für die technische Verwaltung unverändert. Jede Mitarbeiterin der technischen Verwaltung ist im Durchschnitt für mehr als 4500 Dossiers verantwortlich.

Die auf Immobilien spezialisierten technischen Mitarbeiter sowie ihre Verwaltungsmitarbeiterinnen behandeln die laufenden Arbeiten in der Vermietung sowie die Probleme mit den neuen und den sich im Bau befindlichen Liegenschaften.

Zu den Finanz- und Buchhaltungsarbeiten gehören folgende Hauptaufgaben:

- Kontrolle der Wertschriftenverwaltung der verschiedenen Bevollmächtigten
- monatliche Performance-Übersicht aller Bevollmächtigten
- Verwaltung der Finanzen, im Zusammenhang mit der Liegenschaftsverwaltung
- Führung der Hauptbuchhaltung der PKSPF (insbesondere Beitragsinkasso, Zahlungen der Leistungen)

Die Verwaltung der PKSPF hat im Dezember 2007 neue Büros im Gebäude an der Rue St. Pierre 1 bezogen, das sie anfangs 2006 erworben hatte.

Finanzierungssystem

Das System mit gemischter Finanzierung, ein Merkmal der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen, kombiniert das Umlageverfahren (wie bei der AHV = direkte Finanzierung der Leistungen durch die Beiträge) mit dem Kapitaldeckungsverfahren (Anhäufung der Barwerte der in Zukunft garantierten Renten), welches spezifisch die berufliche Vorsorge leitet. Soweit die Beiträge bezüglich der Leistungen richtig berechnet werden (was bei der PKSPF der Fall ist), bringt eine gemischte Finanzierung keine Unterdeckung, sofern der Anteil der nicht kapitalisierten Leistungen durch die Beiträge gedeckt wird. In Anbetracht der Perennität und der Leistungsgarantie der öffentlichen Körperschaften erlaubt das BVG diese Finanzierungsart für die öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen. Auf Bundesebene ist die von Nationalrat Beck eingereichte Initiative am 28. Februar 2005 im Nationalrat behandelt worden, der beschlossen hat, ihr Folge zu leisten (die Initiative schlägt die Abschaffung von Abs. 2 des Artikels 69 des Bundesgesetzes vom 25. Juni 1982 über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) vor, um zu verhindern, dass die Vorsorgeeinrichtungen der öffentlich-rechtlichen Körperschaften vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen können, d.h. einen Deckungsgrad unter 100 % zu haben). Es geht wahrscheinlich in die Richtung, dass die öffentlich-rechtlichen Kassen verpflichtet werden, einen minimalen Deckungsgrad auszuweisen. Im Vergleich zu anderen öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen befindet sich die PKSPF in einer Lage, in der je nach minimalem Deckungsgrad, der festgelegt wird, keine weiteren Massnahmen zu treffen sein müssten. Die Vorschläge des Bundesrates wurden in die Vernehmlassung geschickt, und im Februar 2008 hat das Bundesamt für Sozialversicherungen einen Bericht über die Vernehmlassungsergebnisse veröffentlicht. Der Gesetzesentwurf sollte im 2. Halbjahr 2008 den eidgenössischen Räten überwiesen werden. In der Vernehmlassung hat sich die PKSPF für einen Mindestdeckungsgrad von 80 % ausgesprochen und in zweiter Priorität auch den Expertenvorschlag befürwortet, der langfristig eine volle Kapitaldeckung der öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen anstrebt.

Das Umlageverfahren hat den Vorteil, dass es durch starke Inflationseinflüsse wenig beeinträchtigt wird, im Gegensatz zum Kapitaldeckungsverfahren, das sich von der höheren Lebenserwartung weniger beeinflussen lässt. Aus dieser Sicht hat das gemischte

Finanzierungssystem den Vorteil, dass es die jeweiligen Vor- und Nachteile dieser beiden Finanzierungsarten ausgleichen kann.

Im Hinblick auf die derzeitig gesunden Finanzen der PKSPF ist der Rückgriff auf die Staatsgarantie nicht in Erwägung zu ziehen, da die Vorsorgeverpflichtungen per 31.12.2007 zu 89,6 % kapitalisiert sind.

Finanzergebnis und Aufwertung

Aus finanzieller Sicht schliesst die PKSPF das Jahr 2007 mit einem negativen Ergebnis von ca. CHF 50 Millionen. Darin mitberücksichtigt ist bereits die Aufwertung von 4 % der Summe der versicherten Löhne (d.h. CHF 46,7 Millionen) per 1. Januar dieses Jahres in Form einer technischen Rückstellung in der Bilanz.

Aktiven: Wertschriften und Liegenschaften – Wertschwankungsreserven

Ende 2007 verwaltete die PKSPF Aktiven im Wert von 2561 Millionen Franken, die somit gegenüber der Vorjahresrechnung um 6,8 % zugenommen haben.

Wertschriften

Das Jahr 2007 war geprägt von der Volatilität an den Aktienmärkten und nachhaltig gekennzeichnet von den Kurseinbrüchen an den Finanzmärkten und den Erschütterungen im zusammenbrechenden Handel mit strukturierten Krediten. Unter der im Sommer ausgebrochenen Subprime-Krise, die die Märkte längerfristig prägte, hatten die Industrieländer am meisten zu leiden, während die Schwellenländer sich zumeist gut behaupten konnten. Der Aktienmarkt 2007 war gezeichnet von Turbulenzen und Korrekturen. Während der Finanzsektor 2007 besonders gelitten hat, profitierte der Energiesektor massiv von den hohen Rohstoffpreisen. Trotz dieser Krise schloss das Aktienpaket der PKSPF das Jahr mit einer positiven Performance von 0,4 % auf Schweizer Aktien und von 7,6 % auf ausländischen Aktien ab.

Das Fixed-Income-Universum dümpelte jedoch auf tiefem Niveau vor sich hin. Da die Anleger auf der Suche nach sicheren Häfen für ihr Geld waren, verzeichneten die Staatsanleihen auf den Weltmärkten, angeführt von den Vereinigten Staaten und den Eurozonen, einen Aufwärtstrend. Mit einer Performance von 3 %, in Schweizerfranken ausgedrückt, geht es der Kasse deutlich besser als Ende 2006, als die Performance weniger als die Hälfte ausmachte, d. h. 1,4 %. Im Zuge der Turbulenzen an den Kapitalmärkten waren 2007 auch die Finanzmärkte weltweit von Volatilität geprägt, wobei die Schwächung des amerikanischen Dollars gegenüber den Hauptwährungen besonders herausragte.

Liegenschaften

Die Performance des Immobilienparks von 4,82 % widerspiegelt die Anstrengungen zur Erhöhung der Rentabilität des bestehenden Parks, insbesondere durch den Erwerb neuer Liegenschaften, welche die vom Vorstand festgelegten Minimalanforderungen der Rentabilität in allen Punkten erfüllen. Was die Liegenschaftsinvestitionen betrifft, hat die PKSPF an ihrer bisherigen Politik festgehalten, nämlich dem Bau von Liegenschaften im Kanton und auf Grundstücken, welche bereits im Besitz der Kasse sind. Im Jahre 2007 hat sie eine Liegenschaft mit 15 Wohnungen (Rte de Moudon in Ursy) fertiggestellt und auf dem Freiburger Immobilienmarkt angeboten.

Die Kasse hat im Rahmen ihrer Politik der Diversifizierung und der besseren Risikoverteilung auch weiter Objekte erworben, die sich ausserhalb des Kantons befinden. (vier Liegenschaften in Worb mit insgesamt 40 Wohnungen). Im Kanton hat sie ebenfalls eine Liegenschaft in Ursy (Marais de Vily) mit 23 Wohnungen sowie eine Liegenschaft in Alterswil (Alpenblick) mit 12 Wohnungen gekauft. Die Liste der Liegenschaftsverwaltungen, welche die Liegenschaften der PKSPF betreuen, befindet sich im Anhang zur Jahresrechnung.

Die PKSPF verfolgt eine vorsichtige Finanzpolitik, die von einer externen Fachperson überprüft wird. Diese berät die Pensionskasse bei der Umsetzung der Anlagepolitik und

kontrolliert regelmässig die Risikofähigkeit der Pensionskasse in Bezug auf diese Politik. Ausser den passiven Anlagen, die direkt von der PKSPF getätigt und überwacht werden (über die Finanzkommission), wurde im Jahre 2007 die gesamte Wertschriftenverwaltung mit Direktmandat Bevollmächtigten anvertraut (siehe Detail im Anhang zur Jahresrechnung).

Wertschwankungsreserven

Der neue Artikel 48e der BVV 2 verlangt, dass die Vorsorgeeinrichtung in einem Reglement Regeln zur Bildung von Rückstellungen und Schwankungsreserven festlegt. Allerdings erlaubt Swiss GAAP FER 26 die Bildung von Wertschwankungsreserven nur, wenn die Vorsorgeeinrichtung über einen Deckungsgrad von mindestens 100 % verfügt, was bei der PKSPF nicht der Fall ist. Angesichts dessen muss die Kasse in ihren Anhängen die theoretischen Reserven angeben, auf die sie sich für die Wahl ihrer taktischen Allokation gestützt hat. In Anbetracht dieser gesetzlichen Verpflichtung und auf Grund der Empfehlungen des Beraters der PKSPF muss sie gemäss ihrer Anlagepolitik über eine Wertschwankungsreserve von rund CHF 122,7 Millionen verfügen, basierend auf den bestehenden Anlagen per Ende 2007. Diese Summe entspricht dem Mindestbetrag, der bei einem starken Marktrückgang während eines Jahres verfügbar sein muss.

Passiven: Verpflichtungen gegenüber Versicherten

Die PKSPF hat folgende Verpflichtungen:

- Die Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten betragen CHF 1 589 463 525. Dies ist der Betrag, den die PKSPF auszahlen müsste, wenn alle ihre aktiven Versicherten ihre Stelle per 31.12.2007 künden würden. Gegenüber dem Vorjahr ist dieser Betrag um 7 % oder ca. CHF 105 Millionen gestiegen. Er umfasst die höheren Kosten der Leistungen, die den Versicherten zugutekommen. Zu bemerken ist auch, dass diese Summe im Rahmen der Lohnentwicklung von den Versicherten teilweise selbst finanziert wird. Ebenfalls in diesem Betrag enthalten sind die Ein- und Austritte während des laufenden Jahres sowie eine Aufwertung von 3 % der Summe der versicherten Löhne der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter per 1. Januar 2007.
- Der versicherungsmathematische Wert der laufenden Pensionen beträgt CHF 1 175 041 567 (davon CHF 32 759 022 als Rückstellung für höhere Lebenserwartung). Dieser Wert entspricht den gesamten Verpflichtungen gegenüber den gegenwärtigen Leistungsbezüglern bis zum theoretischen Erlöschen ihres Anspruchs. Dieser versicherungsmathematische Wert ist in Bezug zum Betrag der mathematischen Reserven zu setzen, welcher in der Bilanz per 31.12.2006 mit CHF 1 119 030 097 ausgewiesen ist. Die Erhöhung um etwa CHF 88,8 Millionen oder 7,9 % erklärt sich wie folgt:
 - o Indexierung der gesamten Pensionen und Renten (0,5 % per 1.1.2007);
 - o wesentliche Zunahme der Anzahl der Invaliditätsfälle und höhere Rentenansprüche;
 - o höhere Lebenserwartung der Rentenbezüglern;
 - o Erhöhung der mathematischen Reserven für die Rentner (mehr Rentner, tieferes Durchschnittsalter und höhere Durchschnittspension).

Deckungsgrad – Deckungsgleichgewicht – Staatsgarantie

Der Deckungsgrad der Kasse ist von 90,6 % auf 89,6 % gesunken. Das Deckungsgleichgewicht zwischen dem Nettovermögen und dem zur Deckung der Renten bis Verfall benötigten Kapital beträgt per 31.12.2007 ca. 191 % (mit Berücksichtigung der Wertschwankungsreserve). Aufgrund des mässigen Ergebnisses für das Jahr 2007 ist die Staatsgarantie von etwa CHF 246 Millionen auf ca. CHF 295,5 Millionen gestiegen. Die Staatsgarantie dient zur Deckung der Verpflichtungen der PKSPF gegenüber den aktiven Versicherten.

PKG-Revision

Im Verwaltungsbericht 2006 war schon von den Arbeiten zur Revision des Gesetzes über die Pensionskasse die Rede. Jetzt liegen die Vorentwürfe des Gesetzes und der Reglemente vor. Der Vorstand hat bereits mehrere Lesungen dieser Texte durchgeführt. Die parlamentarische Initiative Beck betreffend die Ausfinanzierung der öffentlichen Kassen und ihre Behandlung durch die eidgenössischen Räte werden sich jedoch auf den Zeitplan der Revisionsarbeiten auswirken. Neben der Ausfinanzierung befasst sich der Entwurf des Bundesrates insbesondere mit der Verantwortung des Vorstandes der so genannten öffentlichen Kassen. Wenn der Vorschlag des Bundesrates angenommen wird, kann die politische Behörde nicht mehr gleichzeitig über die Leistungen und deren Finanzierung entscheiden. Sie wird sich zwischen diesen beiden Optionen entscheiden müssen, und es wird dann Aufgabe des Vorstandes der Pensionskasse sein, die entsprechenden Massnahmen zu ergreifen, damit das von der Politik gesetzte Ziel erreicht wird. Angesichts dieser Erwägungen ist der Vorstand der Meinung, dass dem Freiburger Grossen Rat kein Gesetz vorgelegt werden sollte, welches dann an eidgenössische Grundlagen angepasst werden muss. Deshalb muss die Vernehmlassung des Vorentwurfes voraussichtlich verschoben werden.

PENSIONS KASSE DES STAATSPERSONALS

Claude Lässer, Präsident
Claude Schafer, Verwalter

Freiburg, 12.03.2008

JAHRESRECHNUNGEN 2007 UND 2006

BILANZ	<u>31.12.2007</u>	<u>31.12.2006</u>
	CHF	CHF
AKTIVEN		
Vermögensanlagen	2'561'285'926	2'398'118'896
Flüssige Mittel und Geldmarktanlagen	682'444'023	571'059'488
Betriebskonten	11'158'212	505'776
Anlagekonten	42'024'927	42'781'345
Terminanlagen	240'778'361	180'941'497
Darlehen	338'793'611	316'886'603
Treuhanddepots	47'952'692	29'151'979
Geldanlagefonds	1'723'661	1'487'126
Terminwechseloperationen	12'559	-694'838
Forderungen	9'357'145	6'818'804
Verrechnungs- und Quellensteuer	4'981'710	3'346'393
Arbeitgeberbeiträge	3'424'638	1'845'467
Arbeitnehmerbeiträge	450'831	397'577
Kontokorrente	337'513	1'207'657
Diverse Forderungen	162'453	21'710
Wertschriften	959'067'918	941'113'900
Obligationsanlagen	372'731'796	365'369'282
Obligationen Schweiz	103'721'628	93'757'322
Obligationen Ausland	269'010'168	271'611'960
Transitorische auf Wertschriften (aufgelaufene Zinsen)	6'352'971	6'393'101
Aktien und Anteile	579'983'152	569'351'517
Aktien Schweiz	263'191'009	251'996'093
Aktien Ausland	313'652'879	313'547'037
Anteile	3'139'264	3'808'387
Immobilien	700'109'339	668'819'204
Liegenschaften	699'896'398	668'315'527
Gebaute Liegenschaften	671'491'622	636'511'961
Zu vermietende Liegenschaften	4'493'392	11'317'615
Bauland	12'686'921	14'152'421
Im Bau befindliche Liegenschaften	9'154'259	4'433'732
Renovationen	2'070'204	1'899'798
Transitorische auf Liegenschaften	212'940	503'677
Arbeitgeberdarlehen	210'307'500	210'307'500
Staatsdarlehen	210'000'000	210'000'000
Aufgelaufene Zinsen auf Staatsdarlehen	307'500	307'500
Aktive Rechnungsabgrenzungen	39'105	28'896
TOTAL DER AKTIVEN	<u>2'561'325'031</u>	<u>2'398'147'792</u>

JAHRESRECHNUNGEN 2007 UND 2006

BILANZ	<u>31.12.2007</u>	<u>31.12.2006</u>
	CHF	CHF
PASSIVEN		
Verbindlichkeiten	10'751'159	7'381'447
Freizügigkeitsleistungen und Renten	4'100'867	2'856'976
Andere Verbindlichkeiten	6'650'291	4'524'471
Gläubiger	3'756'652	3'071'804
Kontokorrente	2'039'124	376'004
Sicherheitsfonds	854'515	1'076'663
Passive Rechnungsabgrenzungen (transitorische Passiven)	2'087'930	1'868'459
Transitorische Passiven	39'812	33'626
Transitorische Passiven auf Wertschriften	168'824	179'384
Transitorische Passiven auf Liegenschaften	1'879'294	1'655'449
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	2'843'982'904	2'635'214'327
Vorsorgekapital aktive Versicherte	1'589'463'525	1'484'688'252
Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten	1'583'901'678	1'477'636'848
Altersguthaben der aktiven Versicherten der BVG-Vorsorgeregelung	5'561'847	7'051'404
Vorsorgekapital Pensionsberechtigte	1'175'041'567	1'092'912'487
Vorsorgekapital Berechtigte Pensions-Vorsorgeregelung	1'167'150'214	1'086'107'962
Vorsorgekapital Berechtigte BVG-Vorsorgeregelung	7'891'353	6'804'525
Technische Rückstellungen (Aufwertung Summe versicherte Löhne)	79'477'812	57'613'588
Rückstellung für höhere Lebenserwartung	32'759'022	26'117'610
Rückstellung für Aufwertung der Summe der versicherten Löhne	46'718'790	31'495'978
Technischer Fehlbetrag	-295'496'962	-246'316'441
Technischer Fehlbetrag: Stand zu Beginn der Periode	-246'316'441	-270'895'225
Ertragsüberschuss / (Aufwandüberschuss)	-49'180'521	24'578'784
	<hr/>	<hr/>
TOTAL DER PASSIVEN	<u>2'561'325'031</u>	<u>2'398'147'792</u>

JAHRESRECHNUNGEN 2007 UND 2006

BETRIEBSRECHNUNG	2007 CHF	2006 CHF
Ordentliche Beiträge und Einlagen	162'714'160	154'117'107
Beiträge Arbeitnehmer	63'207'390	59'979'651
Beiträge Arbeitgeber	90'652'486	85'954'560
Nachzahlungen Arbeitnehmer	639'158	491'504
Einkaufssummen	8'215'126	7'691'392
Eintrittsleistungen	68'155'445	29'936'665
Freizügigkeitseinlagen	67'696'859	29'482'203
Rückzahlung WEF-Vorbezüge	458'586	454'462
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	230'869'605	184'053'772
Reglementarische Leistungen	-102'983'871	-95'324'692
Altersrenten	-77'594'219	-70'852'947
Hinterlassenenrenten	-14'865'649	-14'412'983
Invalidenrenten	-8'040'753	-8'070'165
Übrige reglementarische Leistungen	-79'200	-90'300
Kapitalleistungen bei Pensionierung	-2'276'292	-1'898'297
Kapitalleistungen bei Tod und Invalidität	-127'757	0
Austrittsleistungen	-49'131'416	-43'305'659
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt	-36'553'025	-30'558'856
Vorbezüge WEF/Scheidung	-12'578'391	-12'746'803
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	-152'115'287	-138'630'351
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien, technische Rückstellungen	-208'768'577	-163'937'398
Bildung Vorsorgekapital aktive Versicherte	-73'279'296	-44'086'082
Bildung Vorsorgekapital Rentner	-82'129'080	-82'447'036
Bildung von Beitragsreserven	-46'718'790	-31'495'979
Bildung von Rückstellung für höhere Lebenserwartung	-6'641'412	-5'908'301
Versicherungsaufwand	-854'515	-1'076'663
Beiträge an Sicherheitsfonds	-854'515	-1'076'663
Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil	-130'868'774	-119'590'640
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlagen	83'140'547	145'672'722
Netto-Ergebnis der flüssigen Mittel	16'143'053	7'726'309
Netto-Ergebnis der Obligationen	10'681'665	5'174'828
Netto-Ergebnis der Aktien und Anteile	20'866'254	97'595'517
Netto-Ergebnis der Liegenschaften	32'742'859	32'641'225
Zinsen auf Arbeitgeberdarlehen	7'337'500	7'337'500
Verwaltungsaufwand der Vermögensanlagen	-4'630'784	-4'802'657
Sonstiger Ertrag	338'632	107'702
Ertrag aus erbrachten Dienstleistungen	99'762	107'451
Übrige Erträge	238'870	251
Sonstiger Aufwand	-24'730	-13'292
Verwaltungsaufwand	-1'766'196	-1'597'708
Aufwandüberschuss/Ertragsüberschuss	-49'180'521	24'578'784

ZUSAMMENFASSUNG DER BETRIEBSRECHNUNGEN 2007 UND 2006

RUBRIKEN	PENSIONS-VORSORGE		BVG-VORSORGE		TOTAL	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	226'355'240	181'096'594	4'514'365	2'957'178	230'869'605	184'053'772
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	-145'906'954	-136'160'649	-6'208'333	-2'469'702	-152'115'287	-138'630'351
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien	-209'114'034	-163'080'229	345'457	-857'169	-208'768'577	-163'937'398
Beiträge an Sicherheitsfonds	-843'144	-1'059'266	-11'371	-17'397	-854'515	-1'076'663
Netto-Ergebnis Versicherungsteil	-129'508'892	-119'203'550	-1'359'882	-387'090	-130'868'774	-119'590'640
Netto-Ergebnis Vermögensanlagen					83'140'547	145'672'722
Sonstiger Ertrag					338'632	107'702
Sonstiger Aufwand					-24'730	-13'292
Verwaltungsaufwand					-1'766'196	-1'597'708
Aufwandüberschuss/Ertragsüberschuss					-49'180'521	24'578'784

ANHANG ZUR JAHRESRECHNUNG

I. Grundlagen und Organisation

I.1. Rechtsform und Zweck

Die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg (PKSPF) ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit, die eine von der Staatsverwaltung getrennte Verwaltung führt. Ihr Ziel besteht darin, Leistungen bei Pensionierung, Invalidität und Tod zu gewährleisten.

I.2. Registrierung BVG und Sicherheitsfonds

Die PKSPF ist im Register für die berufliche Vorsorge beim Amt für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge des Kantons Freiburg eingetragen.

Zusätzlich ist sie dem Sicherheitsfonds BVG angeschlossen und bezahlt Beiträge an diesen Fonds.

I.3. Rechtsgrundlagen und Reglemente

Die Tätigkeit der Pensionskasse wird geleitet von:

a) Rechtsvorschriften

- Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg (PKG), teilweise geändert durch die Gesetze vom 2. Oktober 1996, vom 17. September 1997, vom 17. Oktober 2001 und durch die Verordnung des Staatsrats vom 22. März 2005
- verschiedene Erlasse des Staatsrates des Kantons Freiburg

b) internen Reglementen

- Organisationsreglement und Richtlinien vom 22. November 2007 zur Regelung der Vermögensverwaltung
- Reglement der Immobilienkommission vom 3. April 1989
- Reglement der Baukommission vom 30. Mai 1989
- Reglement der Verwaltungskommission vom 1. Juni 2005
- Reglement über die technischen Rückstellungen vom 1. September 2006

Ausserdem ist die PKSPF seit 2006 Unterzeichnerin des Verhaltenskodexes bei der Stiftung Verhaltenskodex in der beruflichen Vorsorge.

I.4. Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung

I.4.1. Paritätisches Führungsorgan / Präsident / Verwaltung

Der Vorstand der PKSPF besteht aus zwölf Mitgliedern, von denen sechs den Staat und sechs die Arbeitnehmer vertreten.

Der Vorstand wird vom Finanzdirektor als zuständigem Direktionsvorsteher präsiert (Art. 6 Abs. 5 PKG).

Am 31. Dezember 2007 setzte sich der Vorstand wie folgt zusammen:

<u>Vertreter des Staates</u>	<u>Arbeitnehmervetreter</u>
LÄSSER Claude, Präsident	MUTRUX Gérald, Vizepräsident
CLEMENT Pierre-Alain	COLLAUD Germain
COLLAUD Paul	DELLEY Stéphane
HAYOZ Markus	MARTY René
STEPHAN Jacques	MINDEL Claude
VESIN Pierre*	SAVOY Jean-Daniel

*Ab 1. Januar 2008 ersetzt durch Herrn Laurent Aubry.

Verwalter der Pensionskasse ist Herr Claude Schafer.

1.4.2. Zeichnungsberechtigungen und Kompetenzen

Am 1. Mai 2005 ist eine neue Regelung der Zeichnungsberechtigungen und der Kompetenzen in Kraft getreten. Die Vertretung der PKSPF gegenüber Dritten erfolgt durch die Vorstandsmitglieder oder die zuständigen Sachbearbeiter mit Kollektivunterschrift zu zweien.

1.5. Experte, Revisionsstelle, Aufsichtsbehörde, Berater

1.5.1. Experte der beruflichen Vorsorge (Versicherungsmathematiker)

Pittet Associés S.A. in Genf

1.5.2. Revisionsstelle

NBA Audit S.A. in Villars-sur-Glâne

1.5.3. Aufsichtsbehörde

Amt für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge Freiburg

1.5.4. Anlageberaterin

Coninco Advisory S.A. in Vevey

1.6. Angeschlossene Arbeitgeber

Die Arbeitgeber, welche der Pensionskasse angeschlossen sind, setzen sich wie folgt zusammen:

	Anzahl angeschlossene Arbeitgeber per :	
	<u>31.12.2007</u>	<u>31.12.2006</u>
- Staat Freiburg und seine Anstalten	13	14
- Gemeinden und Gemeindeverbände	11	10
- Andere direkt mit dem Staat verbundene Institutionen	31	28
Total	<u>55</u>	<u>52</u>

II. Aktive Mitglieder und Rentner – demographisches Verhältnis**II.1. Aktive Versicherte**

	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>Veränderung</u>
<u>Versicherte</u>			
Pensions-Vorsorgeregelung	14'555	13'558	997
BVG-Vorsorgeregelung	498	551	- 53
Total	15'053	14'109	944
<u>Durchschnittliches Alter</u>			
Pensions-Vorsorgeregelung	42.16	41.50	0.66
BVG-Vorsorgeregelung	39.41	37.66	1.75

II.2. Pensions- und Rentenbezüger

	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>Veränderung</u>
<u>Versicherte</u>			
<u>Pensions-Vorsorgeregelung</u>	3'288	3'085	203
Alterspension	2'222	2'032	190
Invalidentpension	317	334	- 17
Ehegattenpension	660	640	20
Waisenpension	78	66	12
Alters-Kinderpension	11	13	- 2
<u>BVG-Vorsorgeregelung</u>	130	118	12
Altersrente	86	75	11
Invalidentrente	24	23	1
Ehegattenrente	11	11	0
Waisenrente	5	6	- 1
Alters-Kinderrente	2	1	1
Invalident-Kinderrente	2	2	0
Total	3'418	3'203	215

II.3. Total der Mitglieder

	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>Veränderung</u>
<u>Versicherte</u>			
Pensions-Vorsorgeregelung	17'843	16'643	1'200
BVG-Vorsorgeregelung	628	669	- 41
Total	18'471	17'312	1'159

II.4. Demographisches Verhältnis

Das demographische Verhältnis entspricht dem Anteil zwischen der Anzahl Rentenbezüger und der Anzahl der aktiven Versicherten, das heisst:

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Pensions-Vorsorgeregelung	22.59%	22.75%
BVG-Vorsorgeregelung	26.10%	21.42%
Global	22.70%	22.70%

III. Art der Umsetzung des Zwecks der Pensionskasse

III.1. Erläuterung der Vorsorgepläne

Die PKSPF betreibt zwei Vorsorgepläne: Die Pensions-Vorsorgeregelung und die BVG-Vorsorgeregelung.

Die Pensions-Vorsorgeregelung gilt für das Personal mit einem öffentlich-rechtlichen Arbeitsvertrag oder mit einer unbefristeten hauptberuflichen Tätigkeit im Dienst des Staates oder seiner Anstalten.

Die Pensions-Vorsorgeregelung ist eine **Vorsorgeregelung mit Leistungsprimat auf der Basis der aufgewerteten Löhne**. Das Endziel der Pensionen richtet sich nicht nach dem letzten Lohn, sondern nach dem durchschnittlichen aufgewerteten Karriere Lohn.

Die Pensions-Vorsorgeregelung wird durch folgende wesentliche Merkmale bestimmt:

- der koordinierte Lohn entspricht dem massgebenden Lohn, abzüglich eines Koordinationsabzuges, der 90 % der einfachen maximalen AHV-Rente entspricht (CHF 23 868.00 bei einem Tätigkeitsgrad von 100 %), multipliziert mit dem Tätigkeitsgrad. Der maximale versicherte Jahreslohn für 2007 betrug CHF 174 631.60;
- die Alterspension beträgt 1,6 % der aufgewerteten Summe der versicherten Löhne per Ende des Monats, welcher der Pensionierung vorangeht. Einmal im Jahr werden die Pensionen dem schweizerischen Index der Konsumentenpreise angepasst. Es besteht die Möglichkeit, bei der Pensionierung max. ¼ des BVG-Altersguthabens als Kapital zu beziehen;
- die Invalidenpension entspricht der projizierten Alterspension im Alter 65, multipliziert mit dem Invaliditätsgrad, jedoch max. 60 % des letzten versicherten Lohnes, multipliziert mit dem Tätigkeitsgrad;
- die Ehegattenpension entspricht 60 % der vollen Invalidenpension, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60 % der vollen Invaliden- oder Alterspension des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden);
- die Pensionskasse zahlt auch Pensionierten-Kinderpensionen, sobald die pensionierte Person das 65. Altersjahr erreicht hat, sowie Waisenpensionen.

Die BVG-Vorsorgeregelung gilt für das Hilfspersonal und das vorübergehend angestellte Personal. Es handelt sich um einen ähnlichen Sparplan wie nach dem BVG mit einer zusätzlichen Deckung (in Prozent des koordinierten Lohnes) des Invaliditäts- und Todesfallrisikos. Es handelt sich um ein so genanntes **Bi-Primat** (Beitragsprimat beim Sparen und Leistungsprimat bei der Risikodeckung).

Die **BVG-Vorsorgeregelung** wird durch folgende wesentliche Merkmale bestimmt:

- das Altersguthaben entspricht den Altersgutschriften, zuzüglich der erhaltenen BVG-Freizügelungsleistungen, inkl. berechnete Zinsen von 4 %;
- die Altersrente berechnet sich wie folgt: das Altersguthaben wird in Rente umgewandelt, gemäss der provisorischen Tabelle der gültigen Sätze seit der 1. BVG-Revision, in Kraft seit dem 01.01.2005. Das Pensionierungsalter ist auf 65 (Männer) / 64 Jahren (Frauen) festgesetzt. Frühpensionierung ab dem vollendeten 60. Altersjahr möglich, mit einer entsprechenden Reduzierung des Umwandlungssatzes. Einmal im Jahr werden die Renten dem schweizerischen Index der Konsumentenpreise angepasst;
- die Invalidenrente entspricht der voraussichtlichen Alterspension, zuzüglich der berechneten Zinsen gemäss den BVG-Anwendungsmodalitäten, aber maximal 40 % des versicherten Lohnes x Invaliditätsgrad;
- die Ehegattenrente entspricht 60 % der vollen Invalidenrente, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60 % der Alters- oder Invalidenrente des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden);
- die Pensionskasse zahlt auch Invaliden-Kinderpensionen und Waisenrenten, welche 20 % der Invalidenrente betragen.

III.2. Finanzierung, Finanzierungsmethoden

III.2.1. Pensions-Vorsorgeregulung

Der globale Beitragssatz der Pensions-Vorsorgeregulung beträgt einheitlich 19,5 % des koordinierten Lohnes, unabhängig von Alter und Geschlecht der versicherten Person. Davon gehen 11,5 % zu Lasten des Arbeitgebers und 8 % zu Lasten der Arbeitnehmenden. Dies entspricht einer Finanzierung von ca. 59 % durch den Arbeitgeber und 41 % durch die Arbeitnehmenden.

Gemäss PKG, Artikel 13 und 16, basiert die Finanzierung der Pensions-Vorsorgeregulung auf dem **gemischten Finanzierungssystem des Rentenwert-Umlageverfahrens**. Nach diesem System muss das Vermögen der PKSPF jederzeit mindestens den aktuellen Barwert der laufenden Renten (oder nach Swiss GAAP FER 26 das Vorsorgekapital der Rentenbezüger/innen) zuzüglich der Rückstellungen für höhere Lebenserwartung decken.

III.2.2. BVG-Vorsorgeregulung

Je nach Alter der versicherten Person variieren die Sparbeiträge zwischen 7 und 18 % des koordinierten Lohnes, bei einem maximalen koordinierten Lohn von CHF 56 355.00. Ein zusätzlicher Beitrag von 2,4 % des koordinierten Lohnes wird zur Finanzierung der Risiken Tod und Invalidität, der Beiträge für den Sicherheitsfond und zur Deckung der Verwaltungskosten erhoben. Die Finanzierung erfolgt paritätisch.

Die BVG-Vorsorgeregulung basiert auf dem **integralen Kapitaldeckungsverfahren**. So muss das eigene Vermögen jederzeit die gesamten Vorsorgekapitalen, d.h. die Altersguthaben der aktiven Versicherten sowie die versicherungstechnischen Reserven (oder Barwert) der laufenden Renten abdecken.

III.2.3. Andere Informationen über die Tätigkeit der Vorsorge.

Keine.

IV. Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze

IV.1. Bestätigung über Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Fachempfehlungen zur Rechnungslegung)

Die Jahresrechnung der Pensionskasse entspricht den Fachempfehlungen zur Rechnungslegung Swiss GAAP FER 26.

Da die PKSPF zwei Vorsorgepläne anwendet (Pensions-Vorsorgeregulung und BVG-Vorsorgeregulung), wurde eine ergänzende Betriebsrechnung ausgearbeitet, welche die verschiedenen Ergebnisse pro Vorsorgeregulung im Einzelnen aufzeigt. Dieses Dokument ist ein fester Bestandteil der Jahresrechnung und befindet sich in diesen Finanzunterlagen.

IV.2. Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze

Die Bewertungsgrundsätze der Bilanzposten sind folgende:

- *Umsetzung der Werte in ausländischen Devisen*
Der Wechselkurs wurde per Bilanzdatum berücksichtigt.
- *Flüssige Mittel*
Sie wurden zum Nennwert berechnet.

- *Forderungen*
Sie wurden zum Nennwert berechnet. Die wirtschaftlich notwendigen Rückstellungen, die mit einem spezifischen Risiko verbunden sind, wurden direkt von den entsprechenden Aktiven in Abzug gebracht.
- *Wertschriften*
Die Obligationen, die Notes, die Aktien und die Anlagefonds wurden zu ihrem Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.

Die an der Börse nicht gehandelten Aktien sowie die Anteile wurden nach dem Eigenkapitalwert der Gesellschaft per Abschlussdatum bewertet. Dies unter Berücksichtigung möglicher stiller Reserven, die von der Verwaltung der Gesellschaft bekannt gegeben wurden.

- *Liegenschaften*
 - *Gebaute Liegenschaften*
Jede Liegenschaft wurde mit Hilfe der folgenden Parameter auf der Basis des Brutto-Mieterspiegels zum kapitalisierten Ertragswert bewertet:
 - Nettorendite von 4,5 %;
 - Durchschnittlicher Kostensatz der Betriebskosten der letzten fünf Jahre;
 - Durchschnittliche Leerstände der letzten fünf Jahre;
 - Pauschalerhöhung für einige subventionierte Liegenschaften;
 - Erhöhung für besondere Sicherstellung;
 - Baufähigkeit: Berücksichtigung der notwendigen Renovationen auf zehn Jahre.
 - *Im laufenden Jahr erworbene Liegenschaften*
Der Wert der neu erworbenen Liegenschaften wird auf derselben Grundlage bestimmt wie derjenige der gebauten Gebäude, jedoch ohne Kosten und Leerstände. Die Festsetzung der Kosten im ersten Jahr erfolgt aufgrund eines Budgets; in der Folge werden dann die effektiven Kosten berücksichtigt. Im ersten Jahr werden die während der Erwerbsdauer festgestellten Leerstände in Betracht gezogen, später die Leerstände der letzten fünf Jahre oder weniger, je nach Besitzdauer.
 - *Zu vermietende Liegenschaften (maximale Dauer 3 Jahre)*
Die Bewertung entspricht den Baukosten, wenn diese tiefer sind als die tatsächlichen Kosten während der Erstvermietung, die nach dem Prinzip wie für im Laufe des Jahres erworbene Liegenschaften bestimmt werden, ohne Berücksichtigung der Leerstände. Dieser Satz wird auf der durchschnittliche Höhe der globalen Leerstände des Portefeuilles der Kasse berechnet, zuzüglich 5 %. Wenn die Baukosten höher sind als der tatsächliche Wert der Gebäude, wird letztere Variante angewendet.
 - *Bauland*
Es wurde der Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.
 - *Im Bau befindliche Liegenschaften*
Es wurde der aufgelaufene Wert der Baukosten berücksichtigt.
 - *Renovationen*
Es wurde der aufgelaufene Wert der Renovationskosten berücksichtigt.

Für die Objekte, deren Verkauf nach dem Abschlussdatum erfolgt, werden die Nettoverkaufspreise berücksichtigt, welche zum Zeitpunkt des Jahresabschlusses bekannt sind.

- *Darlehen an Arbeitgeber*
Die Termindarlehen des Staates Freiburg sind zum Nennwert berücksichtigt.
- *Andere Aktiven und Verpflichtungen*
Die anderen Forderungen und Verpflichtungen figurieren in der Bilanz zum Nennwert.
- *Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen*
Die statische Methode wird angewendet. Die Vorsorgekapitalien sind vom Versicherungsmathematiker bestätigt worden.

Die Rückstellung für die Aufwertung der versicherten Löhne basiert auf den gesetzlichen Bestimmungen der Kasse (PKG Art. 66).

V. Risikodeckung / Versicherungstechnische Risiken / Deckungsgrad

V.1. Art der Risikodeckung

Die gedeckten Risiken sind Invalidität, Tod und Alter.

V.2. Erläuterung von Aktiven und Passiven aus Versicherungsverträgen

Die PKSPF ist eine unabhängige Pensionskasse, die ihre Risiken vollständig versichert und daher nicht rückversichert ist.

V.3. Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Beitragsprimat (BVG-Vorsorgeregelung)

a. Entwicklung:

	<u>31.12.2007</u>	<u>31.12.2006</u>	<u>Veränderung</u>
Altersguthaben der aktiven Versicherten	5 561 847	7 051 404	– 1 489 557

b. Verzinsung:

Zinssatz auf Altersguthaben	4,00 %	4,00 %	–
-----------------------------	--------	--------	---

V.4. Entwicklung des Deckungskapitals für die aktiven Versicherten im Leistungsprimat (Pensions-Vorsorgeregelung)

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Freizügigkeitsleistung (FLZ) zu Beginn der Periode	1 477 636 848	1 397 604 626
Veränderung:		
+ Zunahme der FZL von während des ganzen Jahres aktiven Versicherten	88 346 802	85 452 597
+ Zunahme der FZL von im Laufe des Jahres neu eingetretenen Versicherten	61 475 558	35 914 999
- Abnahme der FZL von im Laufe des Jahres ausgetretenen Versicherten	– 43 557 530	– 41 335 374
<i>Total jährliche Veränderung</i>	<u>106 264 830</u>	<u>80 032 222</u>
Freizügigkeitsleistungen per Ende der Periode	1 583 901 678	1 477 636 848

V.5. Technische Rückstellung für die Aufwertung der Summe der versicherten Löhne

Die PKSPF hat die Summe der versicherten Löhne per 1. Januar 2008 um 4 % aufgewertet, d.h. um CHF 46,7 Mio. Diese Aufwertung berücksichtigt die Teuerungsanpassung der Löhne des Staatspersonals per 1. Januar 2008. Der Betrag dieser Aufwertung wurde in der Rechnung 2007 berücksichtigt.

V.6. Entwicklung und Verzinsung der Schattenrechnung nach dem BVG der aktiven Versicherten der Pensions-Vorsorgeregelung

a. Entwicklung:

	<u>31.12.2007</u>	<u>31.12.2006</u>	<u>Veränderung</u>
Altersguthaben der aktiven Versicherten	789 055 365	726 500 344	62 555 021

b. Verzinsung:

Zinssatz auf Altersguthaben	2,50 %	2,50 %	-
-----------------------------	--------	--------	---

V.7. Entwicklung des Vorsorgekapitals der Begünstigten (inkl. Rückstellung für höhere Lebenserwartung)Pensions-Vorsorgeregelung

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2007 CHF	2006 CHF	2007/2006 CHF	2006/2005 CHF	2007/2006 %	2006/2005 %
Rentner	938'330'048	852'734'713	85'595'335	89'657'866	+ 10.0	+ 11.7
Invalide	119'256'360	126'406'679	- 7'150'319	- 269'662	- 5.7	- 0.2
Ehepartner	137'170'380	128'394'562	8'775'818	- 426'899	+ 6.8	- 0.3
Waisen	4'733'592	4'285'772	447'820	- 709'714	+ 10.4	- 14.2
Alters-Kinderrente	201'848	244'110	- 42'262	- 13'305	- 17.3	- 5.2
Total	1'199'692'228	1'112'065'836	87'626'392	88'238'286	+ 7.9	+ 8.6

BVG-Vorsorgeregelung

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2006 CHF	2005 CHF	2007/2006 CHF	2006/2005 CHF	2007/2006 %	2006/2005 %
Rentner	4'610'140	3'501'961	1'108'179	117'315	+ 31.6	+ 3.5
Invalide	2'654'324	2'601'662	52'662	5'230	+ 2.0	+ 0.2
Ehepartner	702'842	711'773	- 8'931	13'467	- 1.3	+ 1.9
Waisen	118'539	128'720	- 10'181	- 15'712	- 7.9	- 10.9
Alters-Kinderrente	9'017	8'989	28	764	+ 0.3	- 7.8
Invaliden-Kinderrente	13'499	11'156	2'343	- 2'485	+ 21.0	- 18.2
Total	8'108'361	6'964'261	1'144'100	117'051	+ 16.4	+ 1.7

Am 1. Januar 2007 betrug die Indexierung der Pensionen und Renten 0,5 %.

V.8. Ergebnisse des letzten versicherungstechnischen Gutachtens

Das letzte Gutachten wurde im August 2006 aufgrund der Jahresrechnung per 31. Dezember 2005 durchgeführt. Die Pittet Associés S.A. bestätigt in ihrem versicherungsmathematischen Gutachten, dass das finanzielle Gleichgewicht der PKSPF in Anbetracht der Finanzierung des Vorsorgeplanes, der angewendeten finanziellen Systeme und der Staatsgarantie gewährleistet ist.

V.9. Technische Grundlagen und andere versicherungstechnisch relevante Annahmen

Die mathematischen Reserven wurden aufgrund der versicherungstechnischen Tabelle VZ 2000 bestimmt. Der technische Zinssatz der PKSPF beträgt 4,5 %.

V.10. Deckungsgrad nach Art. 44 BVV 2 und Staatsgarantie nach statischer Lage

Der Deckungsgrad und der Betrag der Staatsgarantie, welche die kapitalisierte technische Unterdeckung garantieren, sind folgende:

	<u>31.12.2007</u> CHF	<u>31.12.2006</u> CHF
Netto-Vermögen (Aktiven der Kasse abzüglich der kurzfristigen Fälligkeiten)	2 548 485 942	2 388 897 886
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	– 2 843 982 904	– 2 635 214 327
Technische Unterdeckung – Staatsgarantie (*)	– 295 496 962	– 246 316 441
Deckungsgrad	89,6 %	90,6 %

(*) Der Staat garantiert jederzeit das finanzielle Gleichgewicht nach Art. 16 des Gesetzes über die Pensionskasse.

VI. Erläuterungen der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage**VI.1. Organisation der Anlagetätigkeit, Anlageregulung**

Die Finanzanlagen wurden den folgenden Einrichtungen anvertraut:

- Freiburger Kantonalbank – Verwaltungsmandat für ein gemischtes Wertschriftenportefeuille;
- FTI Suisse S.A. in Genf – Verwaltung von zwei ausländischen Obligationenportefeuilles, hinterlegt bei der Bank Pictet & Cie in Genf;
- Crédit Suisse in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Ausland;
- UBS in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Europa sowie Obligationen Ausland;
- IAM S.A. in Genf – Verwaltungsmandat Aktien Schweiz;
- Rouiller, Zurkinder & Cie Finance S.A. in Freiburg – Verwaltungsmandat für ein gemischtes Wertschriftenportefeuille.

Die Liegenschaftsverwaltung erfolgt durch:

- Régie de Fribourg S.A. in Freiburg;
- Gerama S.A. in Freiburg;
- Régie Châtel S.A. in Châtel-St-Denis;
- Gestions Martin S.A. in Estavayer-le-Lac;

- Gendre & Emonet Gérance et Fiduciaire S.A. in Montreux;
- Graf.riedi AG in Bern.

VI.2. Inanspruchnahme der Erweiterungen mit Ergebnis des Berichts (Art. 59 BVV 2)

Der Vorstand hat keine Erweiterung gemäss Art. 59 BVV 2 beschlossen.

VI.3. Zielgrösse der Wertschwankungsreserve

Entsprechend den Berechnungen der Anlageberaterin Coninco Advisory S.A. hat der Vorstand die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve wie folgt festgelegt:

Die Pensionskasse des Staatspersonals, die eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung ist, kann nach Artikel 45 BVV 2 vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen. Nach Artikel 48 BVV 2 und in Anbetracht der strategischen Allokation, die durch die Kasse zum Zeitpunkt der Bilanzerstellung gewählt wurde, betragen die erforderlichen Wertschwankungsreserven mit einem statistischen Vertrauensniveau von 68,3 % **CHF 122,7 Millionen** gegenüber CHF 136,8 Millionen per Ende 2006. Diese Berechnung berücksichtigt alle Investitionen, die effektive Verteilung, die Korrelation zwischen den verschiedenen Aktivklassen sowie die Zielsetzung der Rendite der Kasse.

Die berechnete Reserve zieht den erforderlichen Mindestbetrag in Betracht um einen starken Marktrückgang während einem Jahr wettzumachen, der 4,3 Punkten des Deckungsgrades entspricht.

Grenzen des Modells

Bei der Berechnung der notwendigen Reserven geht man von einer normalen Rendite der Aktiven aus. Empirische Studien zeigen, dass die finanziellen Aktiven von der Normalverteilung abweichen können. Einerseits treffen extreme Ereignisse tendenziell häufiger ein, als es die Normalverteilung vorsieht. Andererseits sind die Renditen bestimmter Finanzaktiven asymmetrisch. Infolgedessen kann sich die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve, die unter der Normalitätshypothese vorgeschlagen wurde, von der wirtschaftlichen Wirklichkeit mehr oder weniger entfernen.

Man muss hervorheben, dass nach der Empfehlung Swiss GAAP FER 26 die Vorsorgeeinrichtungen mit Garantiezusagen von öffentlich-rechtlichen Körperschaften keine Wertschwankungsreserven in der Bilanz bilden können, wenn ihr Deckungsgrad nicht mindestens 100 % beträgt.

VI.4. Darstellung der Vermögensanlage nach Anlagekategorien

Begrenzungen nach Kategorien der Anlagen	Beträge per 31.12.2007 CHF	in % des Vermögens	Begren- zungen BVV 2	SAA	Taktische Bandbreite	
					Min	Max
Forderungen Schweiz	950'040'518	37%	100%	33%	0.00%	68.00%
Forderungen Ausland	331'404'963	13%	20%	10%	7.50%	12.50%
Aktien Schweiz	266'330'273	10%	30%	10%	7.50%	20.00%
Aktien Ausland	313'652'879	12%	25%	10%	5.00%	17.50%
Liegenschaften	699'896'398	27%	50%	37%	25.00%	40.00%
Total Vermögen	2'561'325'031	100%				
Globale Begrenzungen						
Aktien	579'983'152	22.64%	50%			
Realwert	1'279'879'550	49.97%	70%			
Anlagen Ausland	645'057'842	25.18%	30%			

SAA = *Strategic Asset Allocation = Langfristige Anlagestrategie*

Die Überschreitung der Forderungen Ausland hinsichtlich der taktischen Bandbreite ist vorübergehend und wird sich im Laufe des Jahres 2008 wieder ausgleichen.

VI.5. Laufende (offene) derivative Finanzinstrumente

Im Laufe des Jahres 2007 wurde kein Derivat benutzt.

VI.6. Marktwert und Vertragspartner der Wertpapiere unter Securities Lending

Die Pensionskasse erlaubt kein «Securities Lending».

VI.7. Erläuterung des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

<i>(In Tausend CHF)</i>	Zinsen Dividenden	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	nicht realisierte Gewinne	nicht realisierte Verluste	Kosten	Total 2007
Flüssige Mittel und Währungsanlagen	17'575	6'376	-7'681	3'188	-3'311	-4	16'143
Obligationen Schweiz	2'352		-190	45	-187		2'020
Obligationen Ausland	10'993	2'442	-2'350	5'770	-8'193		8'662
Aktien Schweiz	4'608	3'105	-1'259	17'684	-23'788		350
Aktien Ausland	6'756	13'856	-5'469	29'692	-23'716		21'119
Anteile	66	1	-670				-603
Darlehen an Arbeitgeber	7'337						7'337
Verwaltungskosten der Finanzanlagen						-4'631	-4'631
Netto-Ergebnis der Finanzanlagen	49'687	25'780	-17'619	56'379	-59'195	-4'635	50'397
	Mieten	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	Wert- anpassungen	Betriebs- kosten		
Liegenschaften	45'226			-1'066	-11'417*		32'743
Netto-Ergebnis der Anlagen							83'140

* Die Verwaltungshonorare von CHF 1,663 Millionen sind in den Betriebskosten der Liegenschaften inbegriffen.

VI.7.1. Verwaltungskosten der Finanzanlagen

<i>(In Tausend CHF)</i>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Verwaltungskosten der Wertschriften	2'713	2'945
Beratungskosten	34	34
Nicht einforderbare Quellensteuer	800	940
Transaktionskosten und Stempelabgaben	<u>1'084</u>	<u>884</u>
Total	<u>4'631</u>	<u>4'803</u>

VI.7.2. Anlageperformance

Die Netto-Performance der Gesamtanlagen der Kasse für das Jahr 2007 setzt sich wie folgt zusammen:

Anlagekategorien	Performance	
	2007	2006
Flüssige Mittel und Terminanlagen	2.45%	1.27%
Darlehen (inkl. Arbeitgeberdarlehen)	2.83%	3.62%
Obligationen Schweiz	- 0.76%	1.35%
Obligationen Ausland	3.01%	1.41%
Aktien Schweiz	0.41%	20.63%
Aktien Ausland	7.63%	16.57%
Anteile	-15.84%	1.30%
Total der Finanzanlagen	3.15%	7.51%
Liegenschaften	4.82%	4.90%
Total der Kasse	3.59%	6.76%

VI.8. Erläuterungen der Anlagen beim Arbeitgeber

Die laufenden Darlehen sind folgende:

- CHF 200 Mio. verzinst zum Satz von 3,5 % vom 31.12.2001 bis 31.12.2013.
- CHF 10 Mio. verzinst zum Satz von 3,375 % vom 2.2.1999 bis 2.2.2009.

VII. Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und der Betriebsrechnung**VII.1. Terminanlagen und Darlehen**

Die Terminanlagen verfallen im Laufe des Jahres 2008.

Die Darlehen sind wie folgt unterteilt:

- Bankdarlehen für CHF 322 Millionen
- Darlehen an Gemeinden und Gemeindeverbände von CHF 14,8 Millionen

VII.2. Liegenschaften*VII.2.1. Allgemeines*

Am 31. Dezember 2007 ist die Kasse Eigentümerin von 118 Liegenschaften. Dies entspricht 5211 Objekten, d.h. ca. 2334 Wohnungen, 2708 Garagen und Parkplätze sowie 169 Geschäftslokale.

VII.2.2. Wertentwicklung 2007 des Immobilienparks

(In Tausend CHF)

Bezeichnung	Gebaute Liegen- schaften	Liegenschaften Erstvermietung	Bauland	Liegen- schaften im Bau	Renovationen	TOTAL
Buchwert 1.1.2007	636 512	11 318	14 152	4 434	1 900	668 316
Bewegungen 2007						
• Erwerb / Bau / Renovationen	20 488	1 020	0	7 963	3 176	32 647
• Verkäufe 2006	0		0			0
• Veränderung	15 344	- 7 630	- 1 465	- 3 243	- 3 006	0
• Anpassung an den Zeitwert per 31.12.2007	- 852	- 215	0			- 1 067
Zeitwert 31.12.2007	671 492	4 493	12 687	9 154	2 070	699 896

Der durchschnittliche Kapitalisierungssatz der «gebauten Liegenschaften» beträgt per 31. Dezember 2007 6,56 % gegenüber 6,68 % per 31. Dezember 2006.

VII.2.3. Liegenschaftsergebnis 2007

(In Tausend CHF)

Bezeichnung	Gebaute Liegen- schaften	Liegenschaften Erstvermietung	Bauland	Renovationen	TOTAL
Anpassung Immobilienobjekte an den Zeitwert per 31.12.2007	- 852	- 215	0		- 1 067
Ergebnis aus Verkäufen	0		0		0
Ergebnis Betriebsrechnung (inkl. allg. Erträge und Aufwendungen)	33 751	75	- 78	62	33 810
Globalergebnis 2007	32 899	- 140	- 78	62	32 743
Performance 2007					4,82 %
Performance 2006					4,90 %
Betriebsertrag 2007					
Bruttoertrag					6,93 %
Nettoertrag					5,14 %
Betriebsertrag 2006					
Bruttoertrag					6,80 %
Nettoertrag					4,97 %

Die jährliche Performance 2007 basiert auf dem Globalergebnis des Immobilienparks gegenüber dem «Zeitwert» per 1. Januar 2007.

Die jährlichen Erträge basieren auf den Betriebsergebnissen im Verhältnis zum jährlichen durchschnittlichen «Investitionswert».

VII.2.4. Diverse Informationen

Die Bauzinsen der sich im Bau befindlichen Liegenschaften belaufen sich auf CHF 61 587 und sind in der Betriebsrechnung unter dem Liegenschaftsertrag verbucht.

Die Brandversicherungswerte der gebauten Liegenschaften betragen CHF 654 056 625.

VII.3. Angaben zu den Wertschriftenanteilen (Rubrik «Anteile»)

Gesellschaft	Akitenkapital	Quotenanteil	
		2007	2006
Régie de Fribourg SA, Freiburg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Freiburg	CHF 7'500'000	20.00%	20.00%

Bewertung per 31.12.2007 der Beteiligung der Régie de Fribourg SA aufgrund der unter Punkt IV.2 dieses Anhangs aufgeführten Grundsätze. Für die Capital Risque Fribourg SA basiert die Bewertung auf der Finanzlage per 31.12.2006.

VIII. Auflagen der Aufsichtsbehörde

Mit Schreiben vom 7. Februar 2008 hat das Amt für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge des Kantons Freiburg Kenntnis von den Rechnungen 2005 und 2006 genommen.

IX. Weitere Informationen zur finanziellen Lage

IX.1. Unterdeckung / Erläuterung der getroffenen Massnahmen

Der Deckungsgrad wird nach den Vorschriften des BVG und seinen Ausführungsbestimmungen (Art. 44 BVV2) bestimmt. Er wird am jeweils am 1. Januar auf der Grundlage des Vermögens per 31. Dezember des Vorjahres berechnet.

Per 31. Dezember 2007 beträgt der Deckungsgrad der Pensionskasse **89,6 %** gegenüber 90,6 % per Ende 2006.

Als Vorsorgeeinrichtung einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft kann die Kasse nach Artikel 69 Abs. 2 BVG und Artikel 45 BVV2 vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen.

Nach Artikel 16 des Gesetzes vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals hat die Kasse die Pflicht, über ein Nettovorsorgevermögen zu verfügen, welches mindestens der Summe der Pensions- und Rentenvorsorge entspricht. Es empfiehlt sich, das kapitalisierte Vorsorgekapital der aktiven Versicherten der BVG-Vorsorgeordnung beizufügen.

Das Mindestkapital, über welches die Kasse per 31. Dezember 2007 gemäss diesen Bestimmungen verfügen muss, beträgt rund CHF 1208 Millionen. Da sich das Nettovorsorgevermögen per 31. Dezember 2007 auf CHF 2548 Millionen beläuft, sind keine Sanierungsmassnahmen notwendig.

IX.2. Teilliquidationen

Die Bedingungen und das Verfahren für Teilliquidationen sind in der Verordnung vom 9. November 2004 über den Anschluss von auswärtigen Institutionen an die Pensionskasse des Staatspersonals (SGF 122.73.12) festgelegt.

IX.3. Laufende Rechtsverfahren

Im Moment sind beim Verwaltungsgericht zehn Fälle Gegenstand eines Verfahrens. Für die Verpflichtungen, die sich aus diesen Rechtsstreiten ergeben, müssen keine besonderen Rückstellungen gemacht werden.

IX.4. Besondere Geschäftsvorfälle und Vermögenstransaktionen

Bedingte Verpflichtungen: Es handelt sich um Terminwechseloperationen, die im Jahr 2007 abgeschlossen wurden und deren Verwertung im Jahre 2008 stattfinden wird.

Datum		Verkauf		Kauf		Betrag in CHF per 31.12.07
von Verpflichtung	bis Verwertung	Währung	Betrag	Devisen	Betrag	
20.12.2007	31.01.2008	USD	520'000	CHF	600'184	612'743
Verpflichtungsbetrag per 31.12.2007						612'743

Es gibt keine anderen nicht bilanzierten bedingten Verpflichtungen.

X. Ereignisse nach dem Bilanzstichtag

Keine

Freiburg, 12.03.2008